



**IKINYAMAKURU C'IBITEGEKWA  
MU  
BURUNDI**

**BULLETIN OFFICIEL  
DU  
BURUNDI**

**IBIRIMWO**

**SOMMAIRE.**

**A. — Ibitegetswe na Leta.**

**A. — Actes du Gouvernement.**

| Italiki n'inomero                                                                                                            | Impapuro. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 17 Ruhuhuma 1964. — N° 001/388.<br>Itegeko ry'Umwami riringaniza amategeko y'inteko z'U-<br>gihugu .....                     | 547       |
| 17 Ruhuhuma 1964. — N° 001/390.<br>Itegeko ry'Umwami ritanga amategeko yerekeye Aba-<br>suzofisiye b'inteko z'Uburundi ..... | 548       |
| 17 Ruhuhuma 1964. — N° 001/391.<br>Itegeko ry'Umwami rigira amategeko y'abasirika e<br>b'inteko z'Ugihugu .....              | 557       |

| Dates et N°.                                                                                                                                                                                                                                  | Pages. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| 20 juillet 1962. — N° 001/117.<br>Arrêté du Mwami relatif à l'affiliation des employeurs<br>et des travailleurs autres que les domestiques en ma-<br>tière de sécurité sociale. ....                                                          | 539    |
| 20 octobre 1962. — N° 090/6.<br>Arrêté ministériel portant mesures d'exécution du sta-<br>tut des Fonctionnaires de l'Administration du Pays en<br>matière disciplinaire .....                                                                | 542    |
| 22 octobre 1963. — N° 090/327.<br>Arrêté ministériel portant indemnité compensatoire aux<br>fonctionnaires membres de la Chambres de Recours ...                                                                                              | 547    |
| 17 février 1964. — N° 001/388.<br>Arrêté royal portant organisation de l'Armée Natio-<br>nale .....                                                                                                                                           | 547    |
| 17 février 1964. — N° 001/390.<br>Arrêté royal portant statut des sous-officiers de<br>l'Armée Nationale .....                                                                                                                                | 548    |
| 17 février 1964. — N° 001/391.<br>Arrêté royal portant statut des Officiers de l'Armée<br>Nationale .....                                                                                                                                     | 557    |
| 28 février 1964. — N° 090/386.<br>Arrêté ministériel complétant l'arrêté ministériel n°<br>090/6 du 20 octobre 1962 portant mesures d'exécution<br>du Statut des Fonctionnaires de l'Administration du<br>Pays en matière disciplinaire ..... | 564    |

|                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
|                                                                                                                                                                                                                            | 20 avril 1964. — N° 030/433.<br>Arrêté ministériel prorogeant certains délais prévus à l'arrêté ministériel n° 030/432 du 14 avril portant mesures transitoires en matière monétaire ..... | 565 |
| 25 Ndamukiza 1964. — N° 030/440.<br>Itegeko nshikirangoma rishinga ukugene ibwirizwa ryo ku wa 17 ruhuhuma 1964 ryerekeye ikori ry'umutwe rizokwirikizwa ( <i>Texte français paru au B.O.B. n° 5/64, page 318</i> ). ..... |                                                                                                                                                                                            | 565 |
|                                                                                                                                                                                                                            | 18 juin 1964. — N° 001/472.<br>Arrêté royal modifiant l'arrêté royal n° 001/138 du 23 janvier 1963 portant création de l'Institut Murundi d'Information et de Documentation .....          | 569 |
|                                                                                                                                                                                                                            | 20 octobre 1962. — N° 090/5.<br>Arrêté ministériel portant institution de la Chambre de recours pour le personnel des administrations du Royaume du Burundi .....                          | 570 |

**B. — Divers.**

|                                          |     |
|------------------------------------------|-----|
| Magistrature — Commissionnements .....   | 572 |
| Affaires Extérieures — Nominations ..... | 572 |

## A. — IBITEGETSWE NA LETA.

## A. — ACTES DU GOUVERNEMENT.

**Arrêté du Mwami n° 001/117 du 20 juillet 1962 relatif à l'affiliation des employeurs et des travailleurs autres que les domestiques en matière de sécurité sociale.**

## MWAMBUTSA IV.

Mwami du Burundi,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 juillet 1962 relative à la Sécurité Sociale du Burundi, spécialement en ses articles 47 et 62 ;

Vu les propositions du Ministre des Affaires Sociales, du Travail et des classes moyennes ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

## CHAPITRE I.

*Champ d'Application.*

## Art. 1.

Est soumis aux dispositions du présent arrêté tout employeur ayant à son service une ou plusieurs personnes assujetties au régime de Sécurité sociale institué par la loi du 20 juillet 1962.

## Art. 2.

Toutefois l'employeur n'est pas soumis aux dispositions du présent arrêté en ce qui concerne les travailleurs domestiques, pour lesquels des dispositions particulières sont prévues.

Sont considérés comme domestiques les travailleurs occupés exclusivement par l'employeur soit pour les besoins de son ménage, soit à son service personnel, quelle que soit la dénomination qui leur est donnée.

L'employeur n'est pas soumis aux dispositions du présent arrêté en ce qui concerne la branche des pensions :

1. — dans les entreprises agricoles ou les entreprises relevant directement de l'agriculture :

pour les travailleurs dont le nombre de journées d'occupation au service d'un même employeur ne dépasse pas 90 jours ouvrables sur une période de référence de 360 jours-calendrier, située immédiatement avant chaque journée de prestations envisagée, prise séparément, chaque prestation effectuée par le travailleur quelle qu'en soit la durée étant à considérer comme une journée de prestation complète.

Cette dérogation ne s'applique que si les deux conditions suivantes se trouvent réunies :

1°) il doit s'agir d'un travailleur bénéficiant d'une rémunération dont le montant total ne dépasse pas 1.500 frs. par mois.

2°) les travaux effectués doivent avoir un caractère essentiellement saisonnier.

2. — dans les entreprises autres que celles visées sub 1 ci-dessus :

a) pour les travailleurs dont les services, à caractère occasionnel ou temporaire, chez le même employeur, ne dépassent pas 20 jours ouvrables sur une période de référence de 90 jours-calendrier, située immédiatement avant chaque journée de prestations envisagée prise séparément.

Chaque prestation effectuée par le travailleur, quelle qu'en soit la durée, est à considérer comme une journée de prestations complète.

b) Pour les travailleurs effectuant des prestations effectives dont la durée journalière ne dépasse pas habituellement deux heures par jour chez le même employeur. Cette dérogation ne s'applique que si les trois conditions suivantes se trouvent réunies.

1°) le montant de la rémunération mensuelle dont bénéficie ainsi le travailleur ne peut dépasser 1.500 frs par mois ;

2°) la durée des prestations effectives journalières ne peut être tantôt inférieure ou égale tantôt supérieure à deux heures ;

3°) il ne peut s'agir de travailleurs dont les prestations effectives, tout en ne dépassant pas habituellement deux heures par jour chez le même employeur, constituent leur profession unique ou principale.

## CHAPITRE II.

*Affiliations des employeurs.*

## Art. 3.

L'employeur est tenu de faire parvenir à l'Institut National de Sécurité Sociale une carte d'affiliation conforme au modèle I décrit à l'article 4.

Lorsque l'employeur désire accomplir les formalités de déclaration et de versement des cotisations, prévues au chapitre V, séparément pour différents sièges d'exploitation, il lui appartient d'établir une carte d'affiliation pour chacun de ces sièges.

Les cartes d'affiliation sont adressées à l'Institut dans les huit jours de la date à partir de laquelle l'employeur ou le siège d'exploitation occupe un ou plusieurs travailleurs.

Les formalités prévues au présent article ne doivent pas être accomplies par les employeurs qui ont opéré, auprès de la Caisse des Pensions des Travailleurs, les formalités d'affiliation fixées par les dispositions légales antérieurement en vigueur.

## Art. 4.

La carte d'affiliation de l'employeur mentionne :

1) les nom et prénoms de l'employeur, la dénomination ou la raison sociale de l'entreprise ;

2) l'abréviation sous laquelle l'entreprise est généralement connue ;

3) lorsque l'employeur désire établir des déclarations de versement distinctes pour plusieurs sièges d'exploitation, la dénomination du siège pour lequel la déclaration est établie ;

4) l'adresse de l'entreprise ou du siège d'exploitation, ainsi que l'adresse à laquelle l'employeur désire recevoir la correspondance ;

5) la date du début d'activité de l'entreprise ou du siège d'exploitation ;

6) le genre d'activité de l'entreprise ;

7) le numéro d'inscription au registre de commerce, s'il y a lieu.

#### Art. 5.

A la réception de la carte d'affiliation, l'Institut fait connaître à l'employeur le numéro matricule qui lui est attribué. Ce numéro matricule doit être reproduit sur toute correspondance et sur tout document adressé à l'Institut.

### CHAPITRE III.

#### Affiliation des Travailleurs.

#### Art. 6.

Au moment de l'engagement d'un travailleur, l'employeur établit, au nom de celui-ci :

a) si le travailleur ne peut produire le certificat d'affiliation prévu à l'article 7, une déclaration d'affiliation du modèle II décrit à l'article 8 ;

b) dans le cas contraire, une déclaration d'entrée en service du modèle IIa décrit à l'article 9.

Les déclarations du modèle II et du modèle IIa sont établies en triple exemplaire. Un exemplaire est remis au plus tard à la fin du mois au cours duquel le travailleur a été engagé.

#### Art. 7.

L'exemplaire de la déclaration d'affiliation du modèle II établie en application du littéra a de l'article précédent, remis au travailleur, constitue pour celui-ci certificat d'affiliation à la Sécurité Sociale.

Les certificats d'affiliation du modèle III délivrés par la Caisse des Pensions des Travailleurs en exécution de la législation antérieure valent certificat d'affiliation au régime de sécurité sociale institué par la loi du 20 juillet 1962.

#### Art. 8.

La déclaration d'affiliation du travailleur mentionne :

- 1) le nom, le surnom et les prénoms du travailleur;
- 2) les lieu et date de naissance du travailleur;
- 3) les noms du père et de la mère du travailleur;
- 4) la date du début des services du travailleur chez l'employeur;
- 5) si le travailleur est en possession d'une carte d'identité, le numéro de cette carte;
- 6) les nom et prénoms de l'employeur, la dénomination ou la raison sociale de l'entreprise ainsi que le numéro matricule qui a été attribué à l'entreprise, ou au siège d'exploitation où le travailleur est engagé;
- 7) l'adresse de l'employeur;
- 8) éventuellement, la dénomination de l'employeur précédent.

Les renseignements relatifs à l'identité du travailleur reproduisent ceux qui figurent sur les pièces d'identité dont il est porteur.

#### Art. 9.

La déclaration d'entrée en service du travailleur mentionne les renseignements prévus à l'article 8 et, en outre, le numéro d'affiliation figurant sur le certificat d'affiliation visé à l'article 7.

#### Art. 10.

Aucune déclaration d'affiliation ou d'entrée en service ne doit être établie pour un travailleur exclu du champ d'application du régime de sécurité sociale, en ce qui concerne la branche des pensions, en exécution de l'article 62 de la loi du 20 juillet 1962.

### CHAPITRE IV.

#### Débit et montant des cotisations.

#### Art. 11.

Les cotisations sont dues pour chaque trimestre sur base du montant global des rémunérations payées par l'employeur pour ce trimestre.

#### Art. 12.

Le montant des cotisations est fixé comme suit en pourcentage des rémunérations :

1) Du chef des travailleurs assujettis à l'ensemble du régime de sécurité sociale :

a) pour la branche des pensions : 6,5 %

b) pour la branche des risques professionnels : 1 %

2) Du chef des travailleurs exclus du champ d'application du régime de Sécurité sociale en ce qui concerne la branche des pensions :

a) pour la branche des risques professionnels : 1 %

b) à titre de contribution au financement des droits à la pension que ces travailleurs pourraient acquérir en cas d'assujettissement ultérieur : 1 %

#### Art. 13.

La cotisation à la branche des risques professionnels et la cotisation à la branche des pensions visée à l'article 12, 2), — b) sont à la charge exclusive de l'employeur.

La cotisation à la branche des pensions visée à l'article 12, 1), a), est répartie entre l'employeur et le travailleur, la quote-part de celui-ci étant fixée à 3% de la rémunération.

#### Art. 14.

La quote-part de la cotisation incombant au travailleur est prélevée sur sa rémunération lors de chaque paie. Le montant des cotisations est, s'il y a lieu, porté au franc supérieur ou réduit au franc inférieur selon que le nombre de centimes atteint ou non 50.

L'employeur est débiteur vis-à-vis de l'Institut de la cotisation totale et responsable de son versement, y compris de la part mise à la charge du travailleur.

L'employeur ne peut récupérer à charge du travailleur le montant des prélèvements qu'il a omis d'effectuer au moment du paiement de la rémunération.

#### Art. 15.

La cotisation de l'employeur reste définitivement à sa charge, toute convention contraire étant nulle de plein droit. Si un travailleur est occupé au service de deux ou de plusieurs employeurs, chacun des employeurs est responsable du versement des cotisations correspondant à la rémunération qu'il paie à l'intéressé.

#### Art. 16.

Pour l'application du présent arrêté, la rémunération constituant l'assiette de la perception des cotisations est celle déterminée par la législation sur le contrat de louage de services en vigueur au moment de la débit des cotisations.

Toutefois n'entrent pas en compte pour déterminer l'assiette de la cotisation les indemnités compensatoires dues en cas d'incapacité de travail résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle sauf s'il s'agit des indemnités compensatoires dues pour les 14 premiers jours-calendrier d'incapacité.

La contrevaletur des avatanges en nature dont l'octroi est prévu par des dispositions légales ne peut être inférieure au montant minimum fixé par celles-ci.

Art. 17.

Les rémunérations qui dépassent 7.500 francs par mois ne sont comptées que pour ce montant.

Si un travailleur s'est trouvé, dans le courant du même mois, simultanément ou successivement au service de plusieurs employeurs et a bénéficié pour le mois considéré d'une rémunération totale supérieure à 7.500 francs, la part de la cotisation relative à chaque emploi est déterminée par un accord entre les employeurs à la demande du travailleur.

Art. 18.

La période à prendre en considération pour la détermination de la rémunération mensuelle est celle qui commence par la première journée couverte par la première paie du mois civil et qui se termine par la dernière journée couverte par la dernière paie de ce mois.

CHAPITRE V.

*Déclarations destinées à la perception des cotisations.*

Art. 19.

A la fin de chaque trimestre, l'employeur établit en triple exemplaire une déclaration de versement conforme au modèle VI décrit ci-dessous.

Il peut établir des déclarations distinctes pour différents sièges d'exploitation ; il doit en ce cas se conformer aux prescriptions de l'art. 3, 2° alinéa.

La déclaration indique :

- 1°) les nom, prénoms et adresse de l'employeur, la dénomination ou la raison sociale de l'entreprise ;
- 2°) s'il y a lieu, le siège d'exploitation pour lequel la déclaration est établie ;
- 3°) le numéro matricule attribué à l'entreprise ou au siège d'exploitation ;
- 4°) le trimestre auquel la déclaration se rapporte ;
- 5°) pour chaque travailleur assujetti à l'ensemble du régime de sécurité sociale :
  - a) la numéro d'affiliation à la sécurité sociale ;
  - b) le nom et les prénoms ;
  - c) le nombre de jours ouvrables pour lesquels tout ou partie de la rémunération était due au cours du trimestre ; un mois entier est compté pour 25 jours ;
  - d) le montant total brut des rémunérations du trimestre soumises à cotisations ;
  - e) en cas de cessation de services, la date jusqu'à laquelle tout ou partie de la rémunération était due au cours du trimestre ;
  - f) en cas d'engagement dans le courant du trimestre, la date du début des services ;
- 6°) le montant total brut des rémunérations soumises à cotisation payées pour le trimestre à l'ensemble des travailleurs non assujettis à la branche des pensions ;
- 7°) le montant total brut des rémunérations soumises à cotisation payées pour le trimestre à l'ensemble des travailleurs visés au 5° ci-dessus ;
- 8°) le montant des cotisations se rapportant respectivement aux rémunérations visées aux 6° et 7° ci-dessus et le montant total des cotisations ; ces montants sont arrondis au franc supérieur ou inférieur selon que le nombre de centimes atteint ou non 50 ;

9°) la date et le mode de versement des cotisations à l'Institut ;

10°) le nombre total de travailleurs occupés par l'entreprise ou le siège d'exploitation le dernier jour du trimestre ;

11°) le montant total brut des rémunérations payées pour le trimestre à l'ensemble des travailleurs par l'entreprise ou le siège d'exploitation au cours de cette période.

Art. 20.

Dans le mois qui suit la fin du trimestre, l'employeur adresse à l'Institut, par la voie la plus rapide, deux exemplaires, dûment datés et signés, de la déclaration Modèle VI établie conformément à l'article 19.

L'employeur conserve le troisième exemplaire.

Art. 21.

Les compléments et régularisations afférents à des trimestres antérieurs font l'objet d'une déclaration modèle VI par trimestre auquel ces compléments et régularisations se rapportent.

L'employeur porte d'une façon visible, sur les trois exemplaires de la déclaration, la mention « Rectification ».

Il précise la nature des omissions ou erreurs contenues dans la déclaration antérieure à rectifier ou à compléter et mentionne les renseignements exacts qui auraient dû y figurer.

Il déclare le montant des cotisations dont il demeure redevable ou de celles qu'il a indûment déclarées par suite des erreurs ou omissions. L'Institut pourra soit rembourser à l'employeur, soit inscrire au crédit de son compte, les montants de cotisations indûment versés.

Deux exemplaires de la déclaration modèle VI établie en vertu du présent article sont adressés dans le délai le plus bref et par la voie la plus rapide à l'Institut, un troisième exemplaire étant conservé par l'employeur.

CHAPITRE VI.

*Versement des cotisations.*

Art. 22.

Les cotisations sont versées par l'employeur à l'Institut dans le mois qui suit le trimestre auquel elles se rapportent.

Le talon du bulletin de versement ou l'avis de transfert à la Banque doit mentionner :

- 1) les nom, prénoms et adresse de l'employeur, la dénomination ou la raison sociale de l'entreprise ainsi que le numéro matricule qui lui a été attribué ;
- 2) la période à laquelle le versement se rapporte, ou le motif de celui-ci.

Art. 23.

L'employeur qui ne respecte pas le délai prévu au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article précédent verse, en même temps et de la même manière que les cotisations, une majoration du montant de celles-ci égale à 0,5 pour mille de ce montant par jour de retard. Il mentionne, sur la déclaration de versement prévue à l'article 19, le montant de cette majoration.

Art. 24.

Les versements relatifs aux compléments et régularisations visés à l'article 21 sont opérés au moment de l'envoi de la déclaration établie conformément à cet article.

Ces versements, de même que le paiement des intérêts moratoires, sont effectués dans les formes fixées à l'article 22.

## CHAPITRE VII.

*Dispositions générales, transitoires et finales.*

## Art. 25.

L'employeur est tenu de fournir à l'Institut tous renseignements complémentaires qui lui seraient demandés par celui-ci, relatifs à la main-d'œuvre qu'il occupe.

## Art. 26.

Les formulaires dont l'usage est prescrit par le présent arrêté peuvent être obtenus auprès du Gouverneur de Province compétent ou son délégué.

## Art. 27.

Pour l'accomplissement des formalités prévues à l'article 3 et à l'article 6, littéra a, du présent arrêté, l'employeur est autorisé à faire usage des formulaires modèles I et II antérieurement utilisés en vue de l'affiliation à la Caisse des pensions de travailleurs.

## Art. 28.

Les cotisations ou intérêts de retard dont les employeurs sont redevables à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté à la Caisse des pensions des travailleurs ou au Fonds des invalidités des travailleurs, seront versées à l'Institut dans les formes prévues à l'article 22.

Ces cotisations doivent cependant être déclarées au moyen des relevés modèle V dont l'usage était prescrit par les dispositions légales antérieures.

## Art. 29.

Lorsque par les faits de l'employeur il est devenu impossible, soit d'établir les bases de calcul des cotisations, soit d'identifier les travailleurs ayant été assujettis et pour lesquels des cotisations arriérées sont dues, l'Inspecteur du Travail ou le Contrôleur compétent peut, sur base des éléments d'appréciation dont il dispose et qu'il consignera dans un rapport motivé, fixer forfaitairement le montant qui servira de base au calcul de ces cotisations.

Le relevé de toutes sommes dues à l'Institut, dûment certifié par le Ministre ayant le travail dans ses attributions, vaut titre exécutoire permettant les saisies prévues par les articles 64 et suivants du code de procédure civile.

## Art. 30.

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1962.  
Donné à Bujumbura, le 20 juillet 1962.

MWAMBUTSA IV.,

Par le Mwami.

Le Ministre des Affaires Sociales, du Travail  
et des Classes Moyennes,  
NKESHIMANA Gaspard.

### Arrêté ministériel N° 090/6 du 20 octobre 1962 portant mesures d'exécution du Statut des Fonctionnaires de l'Administration du Pays en matière disciplinaire.

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution du Royaume du Burundi;

Vu la loi du Burundi du 29 juin 1962, sur le maintien en vigueur de la législation antérieure;

Vu l'ordonnance n° 07/1/77 du 8 mars 1961 fixant les principes généraux de la Fonction Publique au Burundi;

Vu l'ordonnance N° 07/1/78 du 8 mars 1961 portant Statut des Fonctionnaires de l'Administration du Pays du Burundi, spécialement en son annexe, articles 40 à 44;

Vu l'ordonnance législative N° B/111/90 du 30 mai 1962 reconduisant les effets des deux précédentes ordonnances;

Arrête :

## Art. 1er.

Les dispositions du présent arrêté constituent les mesures d'exécution du Statut des Fonctionnaires de l'Administration du Pays en matière disciplinaire.

## Section I

*Des peines disciplinaires et de leurs effets.*

## Art. 2.

Suivant la gravité des fautes les peines disciplinaires sont

- 1) la réprimande;
- 2) le blâme;
- 3) la retenue de la moitié du traitement pendant 15 jours au maximum;
- 3) le déplacement;

- 5) la suspension de fonctions pour une durée d'un mois au maximum; cette peine entraîne l'interdiction d'exercer toute fonction et la retenue de la moitié du traitement;
- 6) la disponibilité par mesure disciplinaire pour un temps indéterminé; cette peine entraîne la suppression de tout traitement et indemnités;
- 7) la révocation.

## Art. 3.

Les fonctionnaires ayant encouru une peine disciplinaire de blâme ou de la réprimande ne pourront obtenir une cote supérieure à « Très Bon » lors de l'attribution du signalement suivant la décision infligeant la peine.

Les fonctionnaires ayant encouru une peine disciplinaire de la retenue de la moitié du traitement pendant 15 jours au maximum ou du déplacement, ne pourront obtenir une cote supérieure à « Bon » lors de l'attribution du signalement suivant la décision infligeant la peine. Ils subiront un retard d'un an dans l'avancement de grade.

Les fonctionnaires ayant encouru une peine disciplinaire de la suspension de fonctions pour une durée d'un mois au maximum ou de la disponibilité par mesure disciplinaire pour un temps indéterminé, ne pourront obtenir une cote supérieure à « Assez Bon » lors de l'attribution du signalement suivant la décision infligeant la peine. Ils subiront un retard d'au moins un an dans l'avancement de traitement et de grade.

## Section II

*De la compétence en matière disciplinaire.*

## Art. 4.

Sauf en ce qui concerne la révocation, le pouvoir disciplinaire est exercé par le Ministre dont le fonctionnaire relève

La réprimande et le blâme peuvent être infligés à leurs subordonnés par tous les fonctionnaires revêtus d'un grade des catégories de direction et de contrôle et collaboration ou commissionnés à un de ces grades et qui exercent effectivement les fonctions de directeur d'un service. Ils agissent au nom du Ministre dont le fonctionnaire en faute relève.

Le déplacement, la suspension de fonctions pour une durée d'un mois au maximum et la disponibilité par mesure disciplinaire pour un temps indéterminé sont infligés exclusivement par le Ministre dont le fonctionnaire relève.

Les fonctionnaires de la catégorie de direction et de la catégorie de contrôle et de collaboration peuvent être révoqués par arrêté Royal sur proposition du Ministre dont ils relèvent. Les fonctionnaires des autres catégories peuvent être révoqués par le Ministre dont ils relèvent.

#### Art. 5.

a) Le pouvoir disciplinaire est attaché à la fonction et non au grade.

b) Un ministre ou un fonctionnaire, quel que soit le grade de ce dernier, n'est compétent pour ouvrir une action disciplinaire qu'à charge d'un fonctionnaire qui lui est hiérarchiquement subordonné.

c) Si une faute est constatée à charge d'un fonctionnaire qui a été entretemps muté au sein d'un même ministère, l'action disciplinaire est ouverte et conduite par l'autorité dont le fonctionnaire dépendait au moment des faits mais par l'intermédiaire du nouveau chef. Le dossier définitif constitué doit ensuite être envoyé pour décision au Ministre, appuyé de toutes propositions utiles quant à la sanction à intervenir.

d) Si le fonctionnaire a été désigné pour un autre ministère, le dossier définitivement constitué doit être envoyé pour décision au Ministre ayant la Fonction Publique dans ses attributions.

e) En cas de conflit d'attributions dans l'exercice du pouvoir disciplinaire, il en est référé au Ministre ayant la Fonction Publique dans ses attributions qui détermine la compétence.

### Section III

#### De la procédure.

#### A) Principes généraux.

#### Art. 6.

Tout fonctionnaire appartenant aux catégories de Direction et de Contrôle et Collaboration a qualité pour ouvrir, à charge d'un membre du personnel sous ses ordres la procédure disciplinaire.

Il peut agir d'office ou sur réquisition de ses supérieurs hiérarchiques.

#### Art. 7.

La procédure en matière disciplinaire est écrite.

Aucune pièce ne peut être employée contre un fonctionnaire sans qu'il en ait reçu copie ou qu'il ait pu préalablement en prendre connaissance. Aucune peine ne peut être prononcée, ni même proposée, sans que le fonctionnaire ait connaissance des griefs articulés contre lui et ait été mis dans la possibilité de se défendre.

Toutefois le fonctionnaire qui abandonne le service peut être mis en disponibilité par mesure disciplinaire pour un temps indéterminé ou être révoqué au vu du seul procès-verbal constatant le fait.

Est également révoqué le fonctionnaire qui, ayant offert sa démission ou demandé sa mise en disponibilité pour convenances personnelles, abandonne ses fonctions avant d'avoir obtenu une réponse favorable.

#### B) Influence de l'action judiciaire sur l'action disciplinaire.

#### Art. 8.

Si une action pénale est ouverte à charge d'un fonctionnaire, la clôture de l'action disciplinaire est différée jusqu'au prononcé du jugement définitif par le tribunal compétent. Quel que soit le résultat de l'action judiciaire, l'autorité administrative reste juge de l'application des peines disciplinaires. En attendant le prononcé du jugement, le fonctionnaire poursuivi peut être placé en suspension d'activité par mesure d'ordre.

Le fonctionnaire qui encourt une grave condamnation judiciaire peut être mis en disponibilité par mesure disciplinaire ou même révoqué sur le seul vu du jugement si celui-ci est définitif ou lorsque l'intéressé a reconnu et avoué devant ses juges les faits graves qui lui sont reprochés.

#### C) De la procédure proprement dite.

#### Art. 9.

Lorsqu'une faute est constatée à charge d'un fonctionnaire, il y a lieu :

1) de dresser procès-verbal de constat de la faute (voir pièce n° 1 en annexe) et d'acter éventuellement les déclarations des témoins;

2) de notifier immédiatement le procès-verbal précité au fonctionnaire en cause (voir pièce n° 2 en annexe). Cette notification doit contenir une invitation au fonctionnaire d'exposer sa justification. Elle est signée et datée pour réception par le fonctionnaire en cause.

Les pièces qui sont invoquées contre le fonctionnaire doivent être jointes en copie au dit procès-verbal de notification.

3) Possibilité d'enquête contradictoire écrite si cela s'avère nécessaire :

a) convoquer le fonctionnaire (voir pièce n° 3 en annexe);

b) dresser procès-verbal d'enquête qui sera signé par l'enquêteur et par le fonctionnaire, les témoins signant leurs déclarations;

c) sauf cas de force majeure formellement établi, si le fonctionnaire incriminé dûment convoqué ne comparait pas, il est procédé à l'enquête en son absence. Cette absence doit être constatée dans le procès-verbal. Aucune réclamation ne peut, dans cette éventualité, être introduite par le fonctionnaire défaillant et la peine est prononcée sans faire l'objet d'une notification en projet.

d) si le fonctionnaire refuse ou se trouve dans l'impossibilité de signer le procès-verbal, mention en est faite dans le dit procès-verbal.

## 4) Justification de l'agent :

Dans les huit jours de la notification du procès-verbal de constat de la faute, l'agent incriminé doit fournir sa justification. Ce délai peut être prolongé par l'autorité qui ouvre l'action disciplinaire. Si l'agent refuse ou néglige, soit de signer un procès-verbal, soit de comparaître s'il est convoqué, soit de fournir sa justification dans le délai prescrit, la peine disciplinaire quelle qu'elle soit est prononcée d'office et sans proposition préalable ni autre procédure.

5) Si l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire estime que la peine à infliger dépasse les pouvoirs qui lui sont délégués (voir art. 4 ci-dessus), elle en avise le fonctionnaire en cause (voir pièce n° 5 en annexe) et transmet, par la voie hiérarchique, le dossier et les propositions écrites et motivées à l'autorité qui a le pouvoir d'infliger cette peine. Copie de la lettre de transmission devra être jointe au procès-verbal de notification (voir pièce 5).

— Si l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire admet les justifications du fonctionnaire intéressé, l'action disciplinaire est classée sans suite, (voir pièce n° 6 en annexe).

— Si l'autorité compétente estime devoir infliger une peine supérieure à la réprimande et au blâme, notification de la proposition doit être faite au fonctionnaire (voir pièce n° 7 en annexe). Dans un délai de huit jours prenant cours à dater du lendemain de la notification de la proposition de la peine à infliger, le fonctionnaire incriminé peut introduire, par la voie hiérarchique, un recours motivé auprès de la Chambre de Recours. Si le fonctionnaire fait usage de cette faculté, copie du dossier est transmise à la Chambre en même temps que le recours et la décision définitive est réservée jusqu'au moment où la Chambre de Recours aura fait connaître son avis.

— Si l'autorité qui a ouvert l'action disciplinaire estime devoir infliger la peine du blâme ou de la réprimande, ces peines peuvent être prononcées directement (suivant procédure détaillée ci-après) sans faire l'objet d'une notification en projet.

6) La peine disciplinaire est prononcée par une décision écrite et motivée. Le libellé des motifs doit être rédigé à la troisième personne (voir pièce n° 8 en annexe).

7) La décision doit être signée pour réception par le fonctionnaire intéressé.

## Art. 10.

Copie de toutes les pièces constituant le dossier disciplinaire doit être transmise par le Ministre dont le fonctionnaire relève, au Ministre ayant la Fonction Publique dans ses attributions qui les classera dans le dossier personnel détenu par la Direction de la Fonction Publique et fera porter mention de la punition infligée au feuillet matricule du fonctionnaire.

## Art. 11.

Le Directeur de la Fonction Publique avisera le Bureau des Traitements des peines ayant une répercussion sur le traitement du fonctionnaire puni.

## Art. 12.

Si le Ministre ayant la Fonction Publique dans ses attributions constate, lors de la transmission du dossier disciplinaire pour classement, que la procédure instaurée par le présent arrêté n'a pas été respectée, il transmettra le dossier à la Chambre de Recours qui décidera s'il est de l'intérêt du fonctionnaire puni de rouvrir le dossier.

Copie de la lettre de transmission sera adressée au Ministre dont le fonctionnaire relève.

## Section IV

*De la suspension de fonctions par mesure d'ordre.*

## Art. 13.

La suspension de fonctions par mesure d'ordre prévue par les articles 43 et 44 du Statut n'est pas une peine disciplinaire, mais une mesure essentiellement provisoire qui peut être décidée à l'égard d'un fonctionnaire à charge duquel une action disciplinaire a été ouverte pour une faute passible de la mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou de la révocation.

Le fonctionnaire est suspendu de ses fonctions par mesure d'ordre lorsque, dans l'intérêt du Gouvernement ou pour les besoins de l'enquête, il est souhaitable qu'il n'exerce plus ses fonctions.

La décision peut être prise par le Ministre dont le fonctionnaire relève ou, au nom du Ministre, par le fonctionnaire revêtu d'un grade de la catégorie de Direction ou commissionné à un de ces grades qui exerce effectivement les fonctions de Directeur du service auquel le fonctionnaire incriminé est affecté.

## Art. 14.

Copie de la décision suspendant un fonctionnaire par mesure d'ordre doit être immédiatement transmise au Bureau des Traitements et à la Direction de la Fonction Publique. Il en est de même en ce qui concerne la décision levant la mesure.

## Art. 15.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.  
Bujumbura, le 20 octobre 1962.

Le Ministre de l'Intérieur,  
Sé/ NTIRUHWAMA Jean

ANNEXES :

Pièce N° 1.

PROCES-VERBAL DE CONSTAT DE FAUTE DISCIPLINAIRE.

L'an mil neuf cent soixante ..... le .....  
jour du mois de ..... nous (nom, prénom, grade et fonction)

avons constaté à charge de Monsieur (nom, grade, fonction et matricule)

la (les) faute (s) disciplinaire (s) suivante (s) .....  
(libellé succinct mais précis de la ou des fautes reprochées, circonstances de temps, lieu, etc...)  
(Éventuellement déclarations actées des témoins)

Nous avons, à ce sujet, entendu Monsieur ..... qui nous a déclaré .....

De tout quoi nous avons dressé le présent P.V. et avons ouvert l'action disciplinaire à charge du présumé, en date de ce jour,

(signature)

Pièces N° 2.

PROCES-VERBAL DE NOTIFICATION.

L'an mil neuf cent soixante ..... le .....  
ème jour du mois de ..... nous (nom, prénom, grade et fonction)

avons notifié à Monsieur (nom, prénom, grade, fonction et matricule) .....

le P.V. de constat de faute disciplinaire et d'ouverture d'action disciplinaire à sa charge en date du .....  
et pour qu'il ne l'ignore lui avons laissé copie du dit P.V. ainsi que copie de la présente notification qui vaut invitation  
à exposer sa justification dans le délai de huit jours.

En annexe : copie de ..... pièces pouvant être invoquées contre le notifié.

Reçu à ..... le .....

(Signature)

(signature du notifié)

N.B. : Ces deux pièces sont inséparables, elles peuvent éventuellement être établies sur la même feuille comme sur l'exemple ci-dessus.

Il en faut au minimum deux copies pour le dossier disciplinaire et une copie pour le fonctionnaire à charge duquel l'action disciplinaire est ouverte.

Pièce N° 3.

CONVOCA TION.

(à employer en cas d'enquête contradictoire)

Monsieur ..... (nom, prénom, grade, fonctions et matricule)

est prié de vouloir bien se présenter à ..... le ..... (jour) à ..... heures à l'effet  
d'y subir un interrogatoire en présence de Messieurs ..... sur les faits qui lui sont reprochés dans le  
P.V. de constat de faute disciplinaire dont il a reçu notification le .....

(signature)

Pour réception conforme d'une copie de la présente convocation :

(Signature de l'Agent convoqué)

N.B. Etablir au minimum deux copies pour le dossier disciplinaire et une copie pour le fonctionnaire convoqué.

La pièce N° 4 d'un dossier disciplinaire est le procès-verbal de l'enquête contractoire éventuelle.

(trois copies au moins)

Pièce N° 5.

P.V. DE NOTIFICATION.

(à employer seulement lorsque la peine à infliger dépasse les pouvoirs du fonctionnaire qui a ouvert l'action disciplinaire)

L'an mil neuf cent soixante ..... le ..... ème jour du mois de ..... Nous, (nom, prénom, grade et fonction), .....

avons notifié à Monsieur ..... que nous transmettons à l'autorité supérieure le dossier de l'action disciplinaire qui a été ouverte à sa charge le (date)..... la peine que nous estimons devoir être infligée dépassant les pouvoirs disciplinaires qui nous sont délégués.

Et pour qu'il ne l'ignore lui avons laissé copie de la présente notification ainsi que de la lettre N° ..... du..... transmettant le dossier à l'autorité supérieure.

(Signature)

Reçu à ..... le .....

(Le notifié)

(trois exemplaires au moins)

Pièce N° 6.

DECISION

Vu le dossier d'action disciplinaire ouvert le ..... à charge de Monsieur (nom, prénom, grade, fonctions et matricule) .....

avons décidé d'admettre les justifications fournies par l'intéressé et de classer sans suite l'action disciplinaire ouverte à sa charge.

Date et signature.

Pour réception d'une copie de la présente décision,

à ..... le ..... (signature du fonctionnaire intéressé)

Pièce N° 7.

P.V. DE NOTIFICATION.

(S'il s'agit d'une peine supérieure à la réprimande ou au blâme). L'an mil neuf cent..... le ..... ième jour du mois de ..... Nous, (nom, prénom, grade, fonctions).....

avons notifié à Monsieur (nom, grade, fonctions, matricule) ..... qu'en clôture de l'action disciplinaire ouverte à sa charge le ..... nous nous proposons de lui infliger la peine disciplinaire de..... pour avoir (motifs) .....

Et pour qu'il ne l'ignore, lui avons laissé copie de la présente notification.

(Signature)

Reçu à ..... le .....

(signature du notifié)

N.B. : Trois exemplaires au minimum. — L'intéressé bénéficie d'un délai de huit jours pour introduire un recours motivé auprès de la Chambre de Recours, Attendre que ce délai soit expiré ou que la Chambre de Recours éventuellement saisie ait donné un avis motivé et prendre ensuite la décision.

Pièce N° 8.

DECISION.

Vu le dossier d'action disciplinaire ouvert le..... à charge de Monsieur (nom, prénom, grade, fonction et matricule) .....

Nous (nom, prénom, grade et fonctions) .....

avons décidé d'infliger au prénommé, la peine disciplinaire de ..... pour le motif suivant .....

Date et signature.

Pour réception d'une copie de la présente décision

A ..... le .....

(Signature)

N.B. Quatre exemplaires au moins, deux pour le dossier et un à conserver par le supérieur hiérarchique immédiat du fonctionnaire puni compétent pour lui attribuer le signalement. Le fonctionnaire puni doit signer pour réception tous les exemplaires de la décision.

**Arrêté ministériel n° 090/327 du 22 octobre 1963  
portant indemnité compensatoire aux fonctionnaires membres de la Chambre de Recours.**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution du Royaume du Burundi ;

Vu la loi du 29 juin 1962 portant application au Royaume du Burundi des textes législatifs et réglementaires édictés par l'autorité tutélaire ;

Vu l'ordonnance législative n° 07/1/77 du 8 mars 1961 fixant les principes généraux de la Fonction Publique au Burundi ;

Vu l'ordonnance n° 07/1/78 du 8 mars 1961 portant en son annexe Statut des Fonctionnaires des Administrations du Pays, plus spécialement l'article 32 de ce Statut ;

Vu l'ordonnance législative n° B/111/90 du 30 mai 1962 prorogeant les effets des deux ordonnances précédentes ;

Vu l'arrêté ministériel n° 090/5 du 20 octobre 1962 portant institution à Bujumbura d'une Chambre de Recours pour le personnel des Administrations du Pays ;

Arrête :

Art. 1.

Une indemnité compensatoire est accordée aux fonctionnaires qui, ayant leur poste d'attache en dehors de Bujumbura, sont officiellement appelés à séjourner temporairement dans la capitale pour participer à une ou plusieurs sessions de la Chambre de Recours en qualité de Président, Président Suppléant, Vice-Président suppléant, Assesseur suppléant, expert ou témoin.

Art. 2.

Le bénéfice de cette indemnité est étendu au fonctionnaire dont le cas fait l'objet de la session de la Chambre de Recours, s'il s'agit de révocation, de disponibilité par mesure disciplinaire ou d'inaptitude professionnelle et que l'intéressé désire être entendu par la Chambre.

Art. 3.

Le montant de cette indemnité est fixé à 250, Frs (deux cent cinquante francs) par jour de présence effective et justifiée à Bujumbura.

Art. 4.

Le Directeur de la Fonction Publique apprécie souverainement le nombre de jours donnant droit à l'indemnité.

Art. 5.

L'indemnité est liquidée par le Comptable du Ministère de l'Intérieur sur le vu d'un état de paiement dressé par le Directeur de la Fonction Publique.

Art. 6.

Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juillet 1963.

Fait à Bujumbura, le 22 octobre 1963.

Le Ministre de l'Intérieur,  
BUBIRIZA Pascal.

**Itegeko ry'Umwami n° 001/388 ryo ku wa 17  
Ruhuhuma riringaniza intekoo z'Igihugu**

MWAMBUTSA WA IV

Umwami w'Uburundi

Mwese, abariho n'abazovuka, Mwaramutse

Aravye Ishimikiro ry'Amateka y'Ingoma y'i Burundi; cane cane mu ngingo yayo yi 122;

Aravye ibwirizwa ryo ku wa 21 nyakanga 1963 riringaniza inteko z'igihugu.

Ategetse :

Ingingo ya 1.

Haragizwe mu Burundi ingabo zitwa « Inteko z'igihugu ».

Ingingo ya 2.

Akazi gakuru k'inteko z'igihugu n'ukurwanira Uburundi ntiyahire n'akamanyu kabuvako akazi ka kabiri kazo n'ukugumizaho canke kugarura umutekano w'intara.

Ingingo ya 3.

Inteko z'igihugu zigabwa n'Umwami, Umwami nawe afashwa muri ako kazi n'Umushikirangoma akukira Umwami araba ivyo kurwanira igihugu.

Ingingo ya 4.

Umushikirangoma akukira Umwami ashinzwe kuringaniza n'ugutegeka inteko z'igihugu.

**Arrêté royal n° 001/38r du 17 février 1964 portant organisation de l'Armée Nationale.**

MWAMBUTSA IV,

Roi du Burundi.

A tous présents et à venir, Salut !

Vu la Constitution du Royaume du Burundi, spécialement en son article 122 ;

Vu la loi du 21 septembre 1963 portant organisation de l'Armée Nationale ;

Arrête :

Art. 1.

Il est créé au Burundi une Armée portant la dénomination d'« Armée Nationale ».

Art. 2.

L'Armée Nationale a comme mission principale la défense de l'intégrité du territoire et comme mission secondaire le maintien et le rétablissement de l'ordre public.

Art. 3.

L'Armée Nationale est placée sous la haute autorité du Roi. Le Roi est assisté dans ces fonctions d'un Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

Art. 4.

Le Secrétaire d'Etat est chargé de l'organisation générale et de l'administration de l'Armée Nationale.

Ingingo ya 5.

Intwazangabo iragena ibibanza bizojamwo ibice. Arashinnga igiharuro c'abasirikare n'ingene bazogenza akurikije igiharuro c'abasoda ibwirizwa ryagenye ku mwaka.

Ingingo ya 6.

Abakuru babishinze barashobora, babanje kubisaba Umwami, kwaka abasirikare iyo abasumizi bananiwe kugumizaho canke kugarura umutekano mu gihugu.

Ingingo ya 7.

Iyo abasumizi n'abasirikare bategetswe akazi Umwami n'we akena umukuru azotegeka bese, Iyo atawagenywe, abakuru b'abasirikare begukiye ako kazi nibo bategeka vyose. Ntawuzotandukanya izo nteko zibiri, zirabwa na bashubura bazo ubo bakurikirana mu bukuru.

Ingingo ya 8.

Mu gihe c'intambara abasumizi bategekwa n'intwazangabo w'inteko.

Ingingo ya 9.

Inteko z'igihugu zigizwe n'abavyisabiye ubwabo n'abo bahamagara kuza mu basirikare.

Ingingo ya 10.

Amategeko yose y'imbere canke atahuje n'ivyanditswe aho haruguru arakuweho.

Ritangiwe i Bujumbura ku wa 17 Ruhuhuma 1964.

MWAMBUTSA IV.

Kubw'Umwami  
Umushikirangoma akukira Umwami mu vyo kurwanira  
igihugu.

Par le Roi,  
Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

MICOMBERO M.

Intwazangabo

Capitaine.

Itegeko ry'Umwami N° 001/390 ryo ku wa 17 Ruhuhuma 1964 ritanga amategeko yerekeye Abasuzofisiye b'inteko z'Uburundi.

Arrêté Royal n° 001/390 du 17 février 1964 portant statut des sous-officiers de l'Armée Nationale.

MWAMBUTSA WA IV

Umwami w'Uburundi

Mwese, abariho n'abazovuka, mwaramutse.

Akwirikije Ishimikiro ry'Amateka y'Ingoma y'Uburundi, cane cane ingingo y'107 n'iyi 12 ;

Aravye ibwirizwa ryo ku wa 21 nyakanga 1963 ryashinze amategeko ya basuzofisiye b'inteko z'Uburundi ;

Arategetse :

IGIHIMBA CA MBERE

Amategeko makuru makuru.

Ingingo ya 1.

Ng'uku uko amapete akwirikirana mu bukuru :

- a) Sereja
- b) Sereja wa mbere
- c) Sereja wa mbere majoro
- d) Adjuda.

MWAMBUTSA IV.

Roi du Burundi.

A tous présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution du Royaume du Burundi, spécialement en ses articles 107 et 112 ;

Vu la Loi du 21 septembre 1963 portant statut des Sous-officiers de l'Armée Nationale ;

Arrête :

TITRE I.  
Généralités.

Art. 1.

Les grades se succèdent dans l'ordre hiérarchique ci-après :

- a) Sergent.
- b) Premier Sergent.
- c) Premier Sergent-Major.
- d) Adjudant.

## Ingingo ya 2.

Abasereja ba mbere, abasereja ba mbere majoro n'aba adjuda nabo nyene bitwa basuzofisiye b'indatwa.

## Ingingo ya 3.

Abasuzofisiye babagaburamwo kubiri : hari abakora haka-ba n'abateganijwe b'integabizozwa.

Abari mu gice c'abakora n'aba :

- a) Abasuzofisiye bemerewe gukora muri ANBU (Armée nationale du Burundi = Inteko z'Uburundi) kuko bashizwe mu kazi canke kukubera ko bagiye biyongeza.
- b) Abasuzofisiye b'uyo mwuga.

## IGIHIMBA CA KABIRI.

*Ukwemererwa kuja mu basirikare.*

## Ingingo ya 4.

Kugira ngo umuntu agirwe Sereja mu Nteko z'Uburundi ategerezwa :

- a) Kuba Umurundi
- b) Kuba amaze imyaka 18 avutse ;
- c) Kuba yemewe ko afise amagara yo kurangura akazi ka Suzofisiye vyemewe na muganga wa Leta canke muganga babirekuriye;
- d) Kuba yaramenye neza ibibazo vyo kumugerageza yahawe n'Umushikiranigoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu ngo arabe ko afise ububasha bwo kushobora amabanga yimirije;
- e) Kuba afise urupapuro rwemeza ko yahejeje umwaka wa gatahandatu wishure ry'intango;
- f) Kuba afise ingeso zikwiye umusuzofisiye wese;
- g) Kuba yaramenye neza ivyigwa yigiye ubusuzofisiye kandi akaba yaramenye neza ibibazo vy'abitegurira ubuserera bitangwa n'Umushikiranigoma akukira Umwami mu kugwanira Igihugu;

## Ingingo ya 5.

Kugira ngo umuntu agirwe umusuzofisiye w'indatwa mu Nteko z'Uburundi ategerezwa kuba :

- a) Ari suzofisiye w'uwo mwuga mu Nteko z'Uburundi.
- b) Afise imyaka ikwiye mu kazi
- c) Yaramaze ivyigwa vy'umusuzofisiye w'indatwa kandi akaba yaramenye ibibazo vyayeguriwe abashaka ubusuzofisiye b'indatwa vyashinzwe n'Umushikiranigoma akukira Umwami mu kugwanira Igihugu bitabaye uko vyategetswe, uwo yitegurira ubusuzofisiye ashobora kuba yabwiteguriye mu Nteko z'ayandi mahanga.

## Ingingo ya 6.

Abasuzofisiye batorwa bakwirikije ibibazo vyashinzwe n'Umushikiranigoma akukira Umwami mu kugwanira Igihugu.

## Ingingo ya 7.

Mu gihe umuntu ariko aritegurira kuba Sereja niho Komanda w'Inteko z'Uburundi yihweza ko uno muntu afise ingeso nzinza, amagara, n'ubumenyi bukwiye, bikenewe ku nuntu wese agomba kuba Sereja, Komanda w'Inteko z'Uburundi arashubira kwihweza kandi izo ngeso tuhejeje kuvuga mu gihe bagira ngo bamuhe izina ry'ubuserera.

## Art. 2.

Les Premiers Sergents, Premiers Sergents-Majors et Adjudants sont aussi appelés Sous-officiers d'élite.

## Art. 3.

Les Sous-officiers se répartissent en un cadre actif et un cadre de réserve.

Le cadre actif comprend :

- a) Les Sous-officiers admis à servir à l'Armée Nationale du Burundi par engagement ou rengagement successifs,
- b) Les Sous-officiers de carrière.

## TITRE II.

*Admission.*

## Art. 4.

Pour être nommé Sergent à l'Armée Nationale du Burundi, il faut :

- a) Etre Murundi;
- b) Etre âgé de 18 ans au moins;
- c) Etre reconnu apte médicalement aux fonctions de Sous-officier par un médecin du Gouvernement ou un médecin agréé;
- d) Avoir réussi les tests physiques imposés par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale;
- e) Etre porteur d'un certificat de sixième année primaire;
- f) Posséder les qualités morales indispensables à l'état de Sous-officier;
- g) Avoir suivi avec succès le cycle de formation et avoir satisfait aux épreuves pour les candidats sergents fixés par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

## Art. 5.

Pour être nommé Sous-officier d'élite à l'Armée Nationale du Burundi il faut :

- a) Etre Sous-officier de carrière à l'Armée Nationale du Burundi;
- b) Avoir l'ancienneté requise;
- c) Avoir suivi le cycle de formation de Sous-officier d'élite et avoir satisfait aux épreuves prévues pour les candidats Sous-officiers d'élite fixées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale. Cette formation peut le cas échéant être confiée à un organisme militaire étranger.

## Art. 6.

Les Sous-officiers sont recrutés par concours dont les modalités sont fixées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

## Art. 7.

Les qualités morales, physiques et professionnelles indispensables pour devenir sergent sont appréciées par le Commandant de l'Armée Nationale au cours de la formation. Le Commandant de l'Armée Nationale du Burundi apprécie à nouveau les qualités morales, physiques et professionnelles du candidat préalablement à l'octroi de la nomination de sergent.

## Ingingo ya 8.

Ingeso nziza, amagara, n'ubumenyi, bukwiye umuzofisiye wese w'indatwa, zisuzumwa n'umushikirangoma akukira Umwami, mu kugwanira Igihugu, imbere yuko nyene kwiyegurira ubusuzofisiye atangura ishule y'ukwitegurira ico kibanza.

Iciyumviro yamutoyeko kirashobora guhinduka mu gihe acitegurira ico kibanza. Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu arasubira gusuzuma imigenzo myiza, amagara akwiye n'ubumenyi bw'uno yitegura, mu gihe agira ngo ahabwe ubusuzofisiye bw'indatwa.

## Ingingo yi 9.

Kugira ngo umuntu abe umusuzofisiye w'umwuga mu Nteko z'Uburundi ategerezwa :

- 1) Gusaba ngo yemerwe kuba mu basuzofisiye b'umwuga.
- 2) Kuba amaze imyaka itatu canke irenga ari umusuzofisiye.
- 3) Kuba yarashimiwe mu manota.
- 4) Kuba yararahiye mu minwe ya Komanda canke umusubirira ko azokwirikiza ishimiye ry'Amateka n'amabwirizwa y'Uburundi.

Kugira ngo umuntu amenye ko arekuriwe kuja mu basuzofisiye b'umwuga bamuha inyemezavyigwa ( raba igifatanijwe I).

## Ingingo ya 10.

Kukubera ko Abasuzofisiye batameze nk'abasuzofisiye b'umwuga, nico gituma bakorerwa ku nsezerano. Abo lero uko bamaze imyaka itatu muri ico gikorwa bashobora kuha basubira kwiyandikisha kandi mu nteko z'Uburundi, muri co gikorwa nyene.

## IGIHIMBA CA 3.

## Ukuduzwa.

## Ingingo ya 11.

Itegeko ry'Umwami rishinga ukubuzwa kwa ba suzofisiye.

## IGICE CA 4.

## Amabanga n'ibikorwa ntabangikana.

## Ingingo ya 12.

Amabanga y'abasuzofisiye n'aya :

- a) Kurangura neza kandi n'umutima mwiza atawubacungira, ivyo vyose abakuru babo babategeka.
- b) Kugira ubufasoni n'indero nziza kandi bakavyerekanana mu migenzo yabo iyo bari kumwe n'abakuru babo, canke iyo bari kumwe n'ishengero.
- c) Iyo bari i muhira canke mu kazi, guhunga icoshobora kubuza ishengero kubizigira canke coshobora kugabanya iteka canke icubahiro c'ibanga ryabo;
- d) Kugira uko bashobora kose kugira ngo abakenyazi babo, ibibondo vyabo, canke uwo wese ashaka kugira ikintu mu kibanza cabo ntiyahire ico bakora giteye kubiri n'amabanga yabo.

## Art. 8.

Les qualités morales, physiques et professionnelles indispensables à l'état de Sous-officier d'élite sont appréciées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale avant que le candidat ne commence le cycle de formation.

Cette appréciation peut être modifiée au cours de la formation. Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale apprécie à nouveau les qualités morales, physiques et professionnelles du candidat préalablement à l'octroi de la nomination de sous-officier d'élite.

## Art. 9.

Pour être nommé Sous-officier de carrière à l'Armée Nationale il faut :

1. Solliciter son admission dans le cadre des Sous-officiers de carrière ;
2. Avoir 3 ans d'ancienneté au minimum dans le cadre des Sous-officiers ;
3. Etre favorablement noté ;
4. Avoir prêté serment à la constitution et aux lois du Burundi entre les mains du Commandant de l'Armée Nationale ou de son représentant.

L'admission dans le cadre des Sous-officiers de carrière est constatée par la délivrance d'un brevet. (Voir annexe 1).

## Art. 10.

La situation des Sous-officiers ne faisant pas partie du cadre des Sous-officiers de carrière est contractuelle. Les intéressés sont autorisés à souscrire des rengagements à l'Armée Nationale par période de trois ans.

## TITRE 3.

## Avancement.

## Art. 11.

Un arrêté royal fixe les règles d'avancement des Sous-officiers.

## TITRE 4.

## Devoirs et incompatibilités.

## Art. 12.

Les Sous-officiers ont pour devoir :

- a) d'accomplir personnellement et consciencieusement leur tâche ; d'exécuter les ordres de leurs supérieurs ;
- b) d'être dignes et de faire preuve tant dans leurs rapports avec leurs supérieurs, leurs égaux et leurs inférieurs, que dans leurs rapports avec le public, de la plus grande politesse ;
- c) d'éviter dans leur vie privée comme dans le service, tout ce qui pourrait ébranler la confiance du public ou compromettre l'honneur et la dignité de leur fonction ;
- d) de veiller à ce que leur épouse, leurs descendants ou toute personne agissant à leur place, n'exerce une occupation, qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de leurs fonctions, ou qui ne se concilierait pas avec celles-ci ;
- e) dans les limites de leur compétence, de provoquer la répression des abus, des négligences ou des infractions aux lois et règlements qu'ils seraient amenés à constater dans et en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

## Ingingo ya 13.

Abasuzofisiye barabuzwa :

- a) Gukora ibintu biciye kubiri n'Ishimikiro ry'Amateka n'amabwirizwa canke biciye kubiri n'ishaka ry'abakuru canke ubutekereje bw'igihugu canke bigatuma igihugu kigabanuka mu bunini bwaco.
  - b) Kuja mu mashirahamwe ategura kugira bene ivyo bikorwa tuvuze ;
  - c) Kutangura umugumuko w'ukwanka gukora akazi canke kuja mu bagira uwo mugumuko wo kwanka gukora akazi.
  - d) Gusaba canke kwakira impera ayiyakirira canke ayakirirwa n'uwundi mu gihe ari ku kazi canke mu gihe yakavyemwo canke mu kuyironka akayironkera akazi kiwe.
  - e) Kwakira canke gusaba amakete yo gusaba umushahara wumurengera ;
  - f) Kugira akazi kandi bokora mu gihe bahejeje kuva mu kazi kabo ;
  - g) Kukunda ko bamutuma naho batoba babahaye impera mu gihe babatuma gukora ibintu bifiye inyungu bene vyo.
  - h) Kwemera kuja mu vyerekeye politique ;
  - i) Kuvuga ibintu vyohava bimenyesha amabanga yose, uko vyari bisanzwe canke kandi vyasa n'ibindi vyo guhisha nk'amabanga, kuko abakuru bashaka ko binyegezwa.
- Ivyo vyerekeye abasuzofisiye bose naho boba bavuye mu kazi k'amabanga yabo.

## IGIHIMBA CA 5.

*Imishahara n'imfashanyo.*

## Ingingo ya 14.

Ku kibanza cose kikwiranye n'ipete yose hari igiciro cose c'umushahara ukwiye umuntu wese nyene iyo pete ashoborabashobora gushikira, adashobora kurenza; nyene iyo pete ashoborabashobora kunguruzwa mu mushahara, ategerezwa kongezwa bakwirikije amategeko yo kunguruzwa mu mishahara, kuva ku'umusi baronkeyeko uruhusa rwo kuja mu kibanza bari basanganye n'impeta yaco.

## Ingingo ya 15.

Umushikirangoma akwira Umwami mu kurwanira igihugu niwe ashingira igiciro c'imishahara, n'ingene bongezwa imishahara, n'ikibanza.

Amafranga badashobora kurenza mu bwinshi iyo bari mu kibanza kanaka, ntaho yitaniwe n'amafranga badashobora kurenza, bashingiye ku pete yose ntashobora kurenza ubwinshi bw'imishahara bagenewe amapete asumba ayo mapete.

## Ingingo ya 16.

Uko muntu adugijwe niko aca ategerezwa kuronka amafranga y'umushahara y'igitigiri gitoyi caqombwa badashoborabashobora k'umusi, mbere bakabongera amafranga y'imyaka bakoreye kugira ngo nyene kunguruzwa ashobore kuronka umushahara ubuze ukangana n'uwu yari kuronka ; mu nyuma mu kibanza yavuyemwo.

## Ingingo ya 17.

Turetse umushahara, abasuzofisiye barafata kandi imfashanyo, agashirikabute, n'izindi mfashanyo zose nkuko yavuzwe mu nyuma mu mfatiro z'imbonekarimwe.

## Art. 13.

Il est interdit aux Sous-officiers :

- a) de se livrer à des activités en opposition avec la constitution, les lois, les institutions ou les autorités établies ou portant atteinte à la sécurité du pays ou à l'intégrité du Territoire ;
- b) de participer à des mouvements qui se livreraient à de telles activités ;
- c) de se mettre en grève ou de prendre part à des actions visant à provoquer une grève ;
- d) de demander ou d'accepter directement ou par intermédiaire, même en dehors de l'exercice de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des avantages quelconques ;
- e) d'accueillir ou de solliciter des recommandations tendant à obtenir l'application d'un traitement de faveur ;
- f) d'exercer une occupation en dehors de leurs activités professionnelles ;
- g) d'accepter un mandat, même non rétribué, dans des affaires privées à but lucratif ;
- h) d'accepter un mandat politique ;
- i) de révéler des faits dont ils auraient connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un degré de sécurité confidentiel ou davantage, de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques. Ceci s'applique aux Sous-officiers même après la cessation de leurs fonctions.

## TITRE 5.

*Traitement et indemnités.*

## Art. 14.

A chaque grade est attaché un minimum et maximum de traitement ; l'avancement de traitement se réalise par l'octroi d'augmentations biennales forfaitaires, à compter de la date de nomination dans le grade déterminé.

## Art. 15.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale fixe les barèmes de traitements et les augmentations.

Le maximum de traitement attaché à un grade est indépendant du minimum de traitement attaché aux grades plus élevés.

Le maximum de traitement attaché à un grade ne peut jamais être supérieur au maximum de traitement attaché aux grades qui dans la hiérarchie se situent à un niveau plus élevé.

## Art. 16.

Toute promotion à un grade donné entraîne l'octroi du traitement minimum dans ce grade éventuellement augmenté du nombre de biennales nécessaires, pour que l'intéressé perçoive un traitement au moins égal à celui qu'il percevait en dernier lieu dans le grade délaissé.

## Art. 17.

Outre le traitement, les Sous-officiers bénéficient d'allocations, de primes et d'indemnités diverses telles que prévues par dispositions spéciales.

IGIHIMBA CA GATANDATU.

*Umwuga.*

Ingingo ya 18.

Abasuzofisiye barashobora kukorera mu nteko z'Uburundi gushika bazisaziremwo hanyuma bakaruhutswa.

Ingingo ya 19.

Abasuzofisiye batangurra kureka gukora akazi kabo k'ubusuzofisiye bamaze imyaka 45.

Ingingo ya 20.

Mu bisanzwe abasuzofisiye bama bari mu kazi kabo k'ubusuzofisiye, mu gihe bakiri muri uwo mwuga, ariko lero barashobora kutakikora bishatswe n'Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihu gukubera impamvu zikwirikira :

- Kugira ngo akazi gatungane neza gusumba,
- Kubera ingwara canke ubumuga,
- Iyo bibangukiye uwo musuzofisiye kuva muri ako kazi,
- Kubera amakosa yagenwe yagizwe n'uwo musuzofisiye,
- Iyo uwo musuzofisiye yagiye mw'ibohero.

Ingingo ya 21.

Iyo Umusuzofisiye akora akazi yagenewe ategerezwa kuronka umushahara wose kiretse niyaba yararonse igihano kimutuma bamugabanya umushahara kukubera iryo kosa yoba yaragize.

Ingingo ya 22.

Mu gihe abasuzofisiye batari mu kazi : Abameze nk'abatikiri mu kazi kabo, n'abasuzofisiye bisibishije akazi kabo igihe kitari kito.

— Kubera ko uwo yaboshwe : baboshwe bafise imvo zabo bwegu.

Ingingo ya 23.

Abasuzofisiye bazwi ko batari mu kazi n'aba :

Abo bose bamenyekana ko basivye ataco bafise co kubabuza c'ukuri.

— Abatwawe mw'ibohero bitavuye ku mvo zabo :

- Abarwaye canke bamugaye;
- Abafise ibindi bituma bitavuye kuri bo.

Abo bose bararonka umushahara wose canke ugabanijwe washinzwe n'Umushikirangoma w'Inteko z'Uburundi.

Ingingo ya 24.

Iyo umusuzofisiye atari mu kazi kukubera impamvu bwegu, canke kubera amakosa yatowe kuri we, kukubera indwara, canke ubumuga bwatumwa n'ugushaka kwa nyene kumugara, nta mushahara ashobora kuronka.

Ingingo ya 25.

Kugira ngo abasuzofisiye bahindurwe mu bibanza bindi, biva ku co abakuru bakwirikira bashinze nibaba ari bo babigenewe ngo babigire.

Ingingo ya 26.

Umusuzofisiye wese iyo asavye abakuru biwe arashobora kuhindurwa mu gihe akazi kadaheze ngo gace kononekara.

TITRE 6.

*Carrière.*

Art. 18.

Les Sous-officiers peuvent servir dans l'Armée Nationale jusqu'à l'âge de la pension.

Art. 19.

La limite d'âge des Sous-officiers pour cessation définitive des services effectifs est fixée à 45 ans.

Art. 20.

Les Sous-officiers sont normalement, au cours de leur carrière, en activité de service.

Ils peuvent néanmoins être mis en non-activité par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale pour un des motifs ci-dessous :

- intérêt du service,
- cause de maladie ou d'infirmité,
- convenance personnelle,
- infractions établies,
- captivité.

Art. 21.

Quand le Sous-officier est en activité de service, il preste effectivement ses services et a de ce fait droit au traitement plein, sauf s'il a fait l'objet d'une peine disciplinaire entraînant réduction du traitement.

Art. 22.

Sont considérés de plein droit comme en non-activité les Sous-officiers :

- a) dont l'absence a été reconnue irrégulière ;
- b) condamnés à une peine non disciplinaire, privative de liberté, pendant qu'ils subissent cette peine.

Art. 23.

Quand le Sous-officier est en position de non-activité soit :

- dans l'intérêt du service,
- pour cause de maladie ou d'infirmité non intentionnellement provoquée,
- pour raison de captivité,
- pour d'autres raisons indépendantes de son fait,

il bénéficie d'un traitement plein ou réduit, dont le montant est déterminé par arrêté du Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

Art. 24.

Quand le Sous-officier est en position de non-activité soit pour des motifs de convenance personnelle, soit en raison d'infractions établies, soit pour cause de maladie ou d'infirmité intentionnellement provoquée, il ne bénéficie d'aucun traitement.

Art. 22.

La mutation des Sous-officiers se fait d'office sur décision des chefs hiérarchiques compétents.

Art. 26.

Tout Sous-officier qui en fait la demande à ses chefs hiérarchiques peut obtenir une mutation pour autant que les nécessités du service le permettent.

## Ingingo ya 27.

Mu gihe bahinduye uburyo bwo gutunganya Inteko z'Uburundi bigaca bituma bagabura abasirikare bose. Komanda arashobora kugena ingene bahindura abasirikare ni vyaba ari nkenerwa.

## IGIHIMBA C'INDWI.

*Amanota.*

## Ingingo ya 28.

Uko amezi atandatu aheze kwose Abasuzofisiye bose baba babaha amanota. Ayo manota n'ayo kumenyesha Komanda ingene nyene kuhabwa amanota akora. Ayo manota niyo mamuko y'uko nyene kuyahabwa aronka ikibanza gikuru canke ugutera imbere. Mu gutanga ayo manota batagerezwagukwirikiza amategeko yashinzwe n'Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu.

## IGIHIMBA C'UMUNANI.

*Ingene ibihano bitangwa*

## Ingingo ya 29.

Itegeko ry'Umwami niryo rishinga ingene bazohana abasuzofisiye. Ivyo bihano ntibishobora kuba ibihano birengeye imisi 15 y'ingoyi mw'ibohero ry'Abasirikare.

## IGIHIMBA C'ICENDA.

*Uburuhuko.*

## Ingingo ya 30.

Abasuzofisiye baronka uburuhuko bwabo bakwirikije amategeko yashinzwe n'Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu.

## IGIHIMBA C'ICUMI.

*Uburaro.*

## Ingingo ya 31.

Mu bisanzwe, Abasuzofisiye barafise uburaro bwabo n'abagore n'abana babo mu kigo c'Abasirikare nyene. Kugira ngo ntibimere guryo, bitagerezwakuba vyarekuwe n'Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu.

## IGIHIMBA C'ICUMI NA RIMWE.

*Ukuva mu kazi.*

## Ingingo ya 32.

Impamvu zituma bareka rwose ibikorwa vy'akazi :

- a) Iyo babarekuye ngo ntibababagikorwa kukubera imyaka myinshi.
- b) Kutaba bagishobora gukora kukubera indwara canke ubumuga buhambaye kandi budakira.
- c) Kubera ko boba barasavye ngo bavemwo kandi bikumvirwa.
- d) Kubera ko boba birukanye Inteko zose z'ico gihugu.

## Ingingo ya 33.

Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu niwe yemeza ko umuntu yarekuwe ngo ntabe agikora kukubera imyaka myinshi.

Kutaba bagishobora gukora kukubera amagara make navyo vyemezwa na Muganga akwirikije amategeko yashinzwe n'itegeko ry'Umwami.

## Art. 27.

Lorsqu'une modification dans l'organisation de l'Armée Nationale impose une nouvelle répartition du personnel, le Commandant de l'Armée Nationale ordonne les mutations nécessaires.

## TITRE 7.

*Signalement.*

## Art. 28.

Les Sous-officiers font l'objet d'un signalement ; celui-ci est établi semestriellement. Il a pour but d'éclairer le Commandement sur le mérite, les aptitudes et la manière de servir des intéressés. Le signalement constitue un des éléments essentiels de la détermination des titres à l'avancement.

Le signalement sera établi conformément aux mesures d'exécution arrêtées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

## TITRE 8.

*Régim: disciplinaire.*

## Art. 29.

Un arrêté royal fixe le régime disciplinaire des Sous-officiers. Ce régime ne peut comporter de peines privatives de liberté supérieures à 15 jours de prison militaire.

## TITRE 9.

*Congés.*

## Art. 30.

Les congés sont accordés aux Sous-officiers conformément aux mesures d'exécution arrêtées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

## TITRE 10.

*Logement.*

## Art. 31.

Les Sous-officiers ont en principe à leur disposition dans le camp militaire une habitation pour eux-mêmes ainsi que pour leur épouse et leurs enfants. Des dérogations peuvent être admises par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

## TITRE 11.

*Cessation des services.*

## Art. 32.

Entraînent la cessation définitive des fonctions :

- a) la mise à la retraite par limite d'âge ;
- b) l'incapacité physique au service pour cause de maladies ou d'infirmités graves et permanentes.
- c) la démission offerte et acceptée ;
- d) le renvoi de l'Armée Nationale.

## Art. 33.

La mise à la retraite est constatée par décision du Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

L'incapacité physique est constatée par une commission médicale suivant les règles fixées par arrêté royal.

## Ingingo ya 34.

Mu gihe umusirikare asavye ngo yiviremwo ategerezwa kubisabisha urwandiko, yumvira iyo Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu abishimye.

Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu ntabwo kwanka kurekura uwo aje kumusaba ngo avemwo kiretse iyo abona ko akazi kokwononekara.

## Ingingo ya 35.

Ukwirukana Inteko biva k'Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu abisabwemo n'abakuru bakwirukirana kandi bafise impamvu nyakuri bikagenda gurtyo iyo ari Umusuzofisiye w'umwuga; naho ari abandi basuzofisiye biva kuri Komanda w'Inteko z'Uburundi kugira ngo birukanwe.

## Ingingo ya 36.

Hari uruhusha n'ububasha bwo kwirukana umusuzofisiye, ariko ntihagire icyumviro c'ukumuhana mu gihe :

a) Ataye ubwoko bwa kavukire;  
b) yaraciriwe urubanza rw'igihano c'umunyororo ushika ku gihe c'amezi atandatu, icyo gihe bakakiteganisha ntibakimuhe ngo agikore.

c) Iyo bamuciriye urubanza kenshi rufise ibihano biri mu si y'igihe c'amezi atandatu ariko ivyo vyose biteranye biragana n'umunyororo ushika ku gihe c'umwaka wose.

d) Ugusubizwa inyuma mu busirikare canke kwakwa ipete imwe kukubera urubanza rwaciye.

## Ingingo ya 37.

Umusuzofisiye yarekuriwe kuvamwo arashobora gusubira mu busirikare b'Inteko z'Uburundi kandi akagumya ipete yari afise mu gihe yavamwo, mugabo ivyo vyose bishoboka iyo yabisavye Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu kandi akwumvirwa.

## Ingingo ya 38.

Umusuzofisiye avuye mu busirikare b'Inteko z'Uburundi aca acika umuntu asanzwe ntaba akiri umusirikare.

Umusuzofisiye yacitse umuntu asanzwe kukubera imyaka myinshi canke kukubera ko yabisavye arashobora kugirwa umusuzofisiye w'integabizozo.

Abasuzofisiye b'integabizozo bategekwa n'amategeko bisangije.

## IGIHIMBA CA 12.

*Ishimwe ry'abasaziye mu kazi.*

## Ingingo ya 39.

Igicro c'ayo mafaranga baha abasaziye mu kazi bakaruhutswa kandi y'uko bayatanga birabwa n'amategeko, nyakuri yisangije kamere.

## IGIHIMBA C'ICUMI NA GATATU.

*Ugutunganya amagara yabo.*

## Ingingo ya 40.

Abasuzofisiye barasuzumwa na Muganga kandi bakavugwa Abasuzofisiye barasuzumwa na Muganga kandi bakavugwa ataco batanze, kandi ivyo bikagirwa abagore n'abana babo.

## Art. 34.

La démission doit être donnée par écrit ; elle n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

Celui-ci ne peut la refuser que lorsqu'il estime qu'elle est incompatible avec l'intérêt du service.

## Art. 35.

Le renvoi de l'Armée est décidé par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale sur proposition motivée des chefs hiérarchiques pour le Sous-officier de carrière et par le Commandant de l'Armée Nationale pour les autres Sous-officiers.

## Art. 36.

Sans préjudice des dispositions pénales, entraînent de plein droit le renvoi du Sous-officier :

a) la perte de nationalité ;  
b) la condamnation sans sursis à une peine de servitude pénale d'au moins six mois ;

c) la condamnation à diverses peines inférieures à 6 mois dont le total des peines est d'au moins 1 an ;

d) la dégradation militaire ou le retrait du grade prononcé par un jugement.

## Art. 37.

Le Sous-officier qui a obtenu sa démission peut être réintégré dans les cadres de l'Armée Nationale, avec la grade dont il était revêtu au moment de sa démission, sur demande adressée au Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et agréée par celui-ci.

## Art. 38.

Le Sous-officier qui quitte les cadres de l'Armée Nationale est rendu à la vie civile.

Le Sous-officier rendu à la vie civile du fait qu'il a atteint la limite d'âge ou qu'il a donné sa démission peut être nommé Sous-officier de réserve.

Les Sous-officiers de réserve sont régis par un statut spécial.

## TITRE 12.

*Pension.*

## Art. 39.

Le taux des pensions, ainsi que leurs modalités d'octroi sont déterminés par des dispositions légales particulières.

## TITRE 13.

*Soins de santé.*

## Art. 40.

Les Sous-officiers bénéficient de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques pour eux-mêmes, leur épouse et leurs enfants.

## IGIHIMBA C'ICUMI NA KANE

*Imfatiro zishobora kuvaho.*

Ingingo ya 41.

Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu avafise, ububasha bwo kuba aratanga impusha zimwe zimwe ubu gushika ku musi bizohindurwa n'itegeko ry'Umwami; izo mpusha n'izi :

- a) Kuja mu vyigwa kuba umusuzofisiye;
  - b) Kuduzwa kukubera imyaka bamaze mu kazi.
- Ritangiwe i Bujumbura ku wa 17 Ruhuhuma 1964.

## MWAMBUTSA WA IV

Kubw'Umwami

Umushikirangoma akukira Umwami mu kugwanira igihugu,

MICOMBERO Mikaeli

Kapitene.

## TITRE 14.

*Dispositions transitoires.*

Art. 41.

A titre transitoire et jusqu'à une date à déterminer par arrêté royal, le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale est auto-isé à accorder des dispenses particulières :

- a) aux conditions d'étude pour devenir Sous-officier;
- b) aux conditions d'ancienneté pour être promu.

Donné à Bujumbura, le 17 février 1964.

## MWAMBUTSA IV.

Par le Roi.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale

MICOMBERO M.

Capitaine.

Annexe I.

BREVET.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale à l'honneur de faire savoir au Sergent .....  
Matricule ..... qu'il est admis dans le cadre des Sous-officiers de carrière à  
la date du .....

Bujumbura, le .....

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

Annexe II.

....., le .....

A Monsieur le Secrétaire d'Etat  
à la Défense Nationale.

Je soussigné .....(1)

ai l'honneur de solliciter de votre haute  
bienveillance mon admission dans le cadre  
des Sous-officiers de carrière.

(signature)

\_\_\_\_\_  
(1) Nom, prénoms, grade, matricule.  
\_\_\_\_\_

**Itegeko ry'Umwami n° 011/391 ryo 17 ruhuhuma 1964 rigira amategeko y'abasirikare b'Inteko z'Igihugu.**

**MWAMBUTSA WA IV,**

Umwami w'Uburundi.

Mwese, abariho n'abazovuka. Mwaramutse !

Aravye Ishimikiro ry'Amateka y'Ingoma y'i Burundi cane cane mu ngingo ya 107 na 112.

Aravye ibwirizwa ryo ku wa 21 nyakanga 1963 rigira amategeko y'abasirikare b'inteko z'igihugu.

Ategetse :

**IGIHIMBA CA 1,**

*Ivyerekeye bese.*

*Ingingo ya 1,*

Ubukuru bw'abasirikare bukurikirana nkuko vyanditswe aha hepfo :

- a) Suliyetena
- b) Liyetena
- c) Kapiteni
- d) Kapiteni-Komanda
- e) Majori
- f) Liyetena-Koloneli
- g) Koloneli.

Ingingo ya 2.

Suliyetena, Baliyetena, tapiteni, Kapiteni-Komanda bitwa abasirikare bari hagati.

Majori, Liyetena-Koloneli na Koloneli bitwa abasirikare bakuru.

**IGIHIMBA CA 2.**

*Ukwemerera,*

*Ingingo ya 3.*

Kugira ngo umuntu abe umusirikare mu nteko z'i Burundi abwirizwa kuba :

- a) Ari umurundi.
- b) Afise imyaka 19 yayuzuye.
- c) Muganga wa Leta canke uwundi yemewe akaba yarapimye akasanga afise inguvu z'ugukora akazi k'ubusoda.
- d) Yaramenye imyimenyerezo y'inguvu yategetswa n'Umushikirangoma akukira Umwami mu vyo kugwanira igihugu.

e) Afise nyemeza bumenyi bw'abantu ikwiye canke isa nayo yemerwa n'Umushikirangoma akukira Umwami mu vyerekeye ukurwanira igihugu.

f) Afise imico ikwiye y'ukuba umusirikare.

g) Yarakurikije, akamenya imyaka yose yokwimenyereza kandi abasirikare vyagizwe n'Umushikirangoma akukira Umwami mu vyerekeye kurwanira igihugu. Uko kwigisha, iyo bikenewe, gushobora gushingwa abasirikare b'ikindi gihugu.

h) Kuba yararahiye ko azokwirikiza Ishimikiro ry'Amateka n'Amateka y'i Burundi.

*Ingingo ya 4,*

Abasirikare batorwa mu kubaha ibibazo vyagenwe n'Umwami. Nkuko bafise inyemeza vyigwa y'ubumenyi bw'abantu canke izindi bisa zemerwa n'Umushikirangoma akukira Umwami mu vyerekeye kurwanira igihugu amapete yose y'abasirikare bashobora kuyashikira bakurikije ivyavuzwe muri iri tegeko.

**Arrêté royal n° 001/391 du 17 février 1964 portant statut des Officiers de l'Armée Nationale.**

**MWAMBUTSA IV,**

Roi du Burundi.

A tous, présents et venir, Salut !

Vu la Constitution du Royaume du Burundi, spécialement en ses articles 107 et 112 ;

Vu la loi du 21 septembre 1963 portant statut des Officiers de l'Armée Nationale ;

Arrête :

**TITRE I.**

*Généralités.*

**Art. 1.**

Les grades se succèdent dans l'ordre hiérarchique ci-après :

- a) Sous-lieutenant.
- b) Lieutenant.
- c) Capitaine.
- d) Capitaine-Commandant.
- e) Major.
- f) Lieutenant-Colonel.
- g) Colonel.

**Art. 2.**

Les Sous-lieutenants, Lieutenants, Capitaines et Capitaines-commandants sont appelés Officiers subalternes. Les Majors, Lieutenants-colonels et Colonels sont appelés Officiers supérieurs.

**TITRE 2.**

*Admission.*

**Art. 3.**

Pour être nommé Officier de l'Armée Nationale du Burundi il faut :

- a) Etre Burundi ;
- b) Etre âg de 19 ans révolus au moins ;
- c) Etre reconnu apte médicalement aux fonctions d'Officier par un médecin du Gouvernement ou un médecin agréé ;
- d) Avoir réussi les tests physiques imposés par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale ;

e) Etre porteur d'un diplôme d'humanités complètes ou d'études équivalentes reconnues par le Secrétaire d'Etat à Défense Nationale ;

f) Posséder les qualités morales indispensables à l'état d'Officier ;

g) Avoir suivi avec succès le cycle de formation et avoir satisfait aux épreuves pour les candidats Officiers fixées par le Secrétaire d'Etat à la Défense. Cette formation peut le cas échéant être confiée à un organisme militaire étranger.

h) Avoir prêté serment à la Constitution et aux Lois du Burundi.

**Art. 4.**

Les Officiers sont recrutés par concours dont les modalités sont fixées par le Roi.

Pour autant qu'ils possèdent un diplôme d'humanités complètes ou d'études équivalentes reconnues par le Secrétaire d'Etat à la Défense, tous les grades d'Officiers leur sont accessibles aux conditions fixées par le présent arrêté.

Iyo bimeze ukundi kugira ngo bashikire amapete y'abasirikare bakuru babibaha nk'intizo gusa.

Ingingo ya 5.

Ingeso z'Umusirikare zisuzumwa n'Umushikirangoma akukira Umwami mu vyerekeye kurwanira igihugu ubishaka abanza kumara igihe cose co kwimenyereza.

Uko kuvyihweza kuhindurwa mu gihe co kwimenyereza, Umushikirangoma akukira Umwami mu vyerekeye kurwanira igihugu asubira kwihweza ingeso zawe imbere yo kumuha ipete ya suliyetena.

### IGIHIMBA CA 3. *Ugutera imbere.*

Ingingo ya 6.

Nta n'umwe ashobora guhabwa ipete iri hejuru hatari, kuri iyo taliki nyene yo kutezwa imbere, ikibanza kiri gusa. Abasirikare kugira ngo batezwe imbere babwirizwa kuba bamaranye imyaka itatu ipete bari basanganywe kandi bakamenya neza bakagira n'ububasha bukwiye ngo ashobore kurangura neza akazi n'ubukuru yungururijwemo.

Ingingo ya 7.

Ugutera imbere mu mapete biva ku bushobozi mu gukora akazi karengeye ako yahorana nkuko bavyanditse mu kumuha amanota. Kugira umusirikare ashikire ipete ya Kapiteni na Majori abanza kumenya ibibazo vyagenywe n'Umushikirangoma akukira Umwami mu vyerekeye kurwanira igihugu.

Ingingo ya 8.

Ugutera imbere mu mapete yose y'abasirikare bakitegekwa bitangwa n'Umwami abanje kuraba imisi bamaze muri iyo pete kandi atarenze ivyavuzwe mu ngingo ya 6 n'iyi 7. Uku-bona ipete nkuru y'abasirikare bitangwa n'Umwami atora mu bagezwe n'Umushikirangoma araba ivyo kurwanira igihugu kandi bakaba bafise ivyanditswe vyose mu ngingo ya 6 n'iyi 7.

Ingingo ya 9.

Amapete ya suzofisiye ashobora gutangwa nk'intizo n'intwazangabo y'inteko z'igihugu akayaha abararirye kuba ofisiye mu kihe bacimenyereza; Umushikirangoma wo kurwanira igihugu niwe akena ingene batiza canke baka ubukuru bw'intizo.

Ingingo ya 10.

Iyo ari nkenerwa kuko ibibanza bitakwiye Umushikirangoma arwanira igihugu, arashobora gutiza ubukuru buhita ofisiye ngo abe arakora akazi k'umurengeye ipete, Uwo ofisiye aba arakora akazi k'ubukuru yatijwe, akambara ibimenyetso kandi agafata n'umushahara w'ubwo bukuru.

Ingingo ya 11.

Igihe umusirikare amaze mu bukuru bimenyeshwa n'italiki yabuhereyeko. Igihe kimazwe na ba ofisiye banganya amapete kandi bayaherewe umusi umwe kimenyeshwa n'ikibanza baronse bamaze kuheza ibibazo bihabwa ofisiye, Kapiteni na Majori.

Ingingo ya 12.

Ibihe bikurwa mu myaka ofisiye amaze mu pete n'ibi :

Dans le cas contraire, l'accession aux différents grades d'Officiers supérieurs ne leur est possible que sous forme de commissionnement provisoire.

Art. 5.

Les qualités morales indispensables à l'état d'Officier sont appréciées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale avant que le candidat ne commence le cycle de formation. Cette appréciation peut être modifiée au cours de la formation. Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale apprécie à nouveau les qualités morales du candidat préalablement à l'octroi de la nomination au grade de Sous-lieutenant.

### TITRE 3. *Avancement.*

Art. 6.

Nul ne peut être promu à un grade supérieur s'il n'existe, à la date de la promotion, un emploi vacant correspondant. Les Officiers doivent, pour être promus, posséder au moins 3 ans d'ancienneté dans leur grade et posséder les connaissances et les aptitudes professionnelles requises pour exercer la fonction du grade de promotion.

Art. 7.

L'avancement de grade dépend de l'aptitude à exercer la fonction supérieure telle qu'elle résulte du signalement. L'accession au grade de Capitaine et de Major est en outre subordonnée à la réussite d'une épreuve déterminée par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

Art. 8.

La promotion aux différents grades d'Officiers subalternes est accordée par le Roi, compte tenu de l'ancienneté et sans préjudice des dispositions prévues aux articles 6 et 7. La promotion à un grade d'Officier supérieur est accordée par le Roi, qui choisit librement parmi les candidats proposés par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et qui remplissent les conditions des articles 6 et 7.

Art. 9.

Des grades de Sous-officiers peuvent être conférés par voie de commission par le Commandant de l'Armée Nationale aux candidats Officiers, au cours de leur formation.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale règle les modalités de l'octroi ou du retrait de la commission.

Art. 10.

Lorsque les nécessités provisoires de l'encadrement l'exigent, le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale peut commissionner, à titre précaire, un Officier pour exercer l'emploi d'un grade supérieur. Cet Officier exerce les fonctions du grade auquel il est commissionné, en porte les insignes et bénéficie du traitement afférent à ce grade.

Art. 11.

L'ancienneté dans le grade est déterminée par la date de nomination à ce grade.

L'ancienneté relative des Officiers du même grade, et nommés à la même date, est déterminée par le classement établi à l'issue des épreuves imposées pour les candidats Officiers, candidats Capitaines et candidats Majors.

Art. 12.

Est décomptée dans l'ancienneté dans le grade dont l'Officier est revêtu :

a) Igihe cose, umwanya wose atakoze ari we avyisabiye kubera amakosa bamubonyeko no kubera gufungwa kuko yarenze amategeko y'abasirikare n'ukwama asiba ku kazi.

b) Igihe cose, umwanya wose atakoze kubera kubohwa, bitegetswe n'abantu batumwe n'Umwami.

c) Mu gihe cose canke igice caco, abaye arakora akazi k'Ubusirikare.

#### Ingingo ya 13.

Ofisiye yamenye ibibazo vyateguwe mu ngingo yu 8 ashobora kudatezwa imbere iyo babonye atakora neza igihe co gutanga amanota imbere yo gutezwa imbere.

#### Ingingo ya 14.

Nta baruwa n'imwe ibuza kutera imbere ishobora kurungikirwa Umushikirangoma arwanira igihugu, ofisiye na we atabanje kwiburana.

#### Ingingo ya 15.

Ugutezwa imbere kwa ofisiye barenganiye kurashobora gusubira kurabwa ; kubwirizwa kugirwa haheze amezi 12 kuva aho akoreye ikibazo ca mbere ; arasubira kubazwa ubwa nyuma mu mwaka ugira gatatu.

#### Ingingo ya 16.

Ofisiye atatejwe imbere hanyuma y'ico kibazo ntaba akisubira kubazwa ngo atere imbere.

#### Ingingo ya 17.

Ugeze gutera imbere igie atariko arakora ntashobora kubironka.

#### Ingingo ya 18.

Ariko ofisiye arashobora gutezwa imberekaronka n'ivyo ataronse, igihe atakora yasubiye gutangura akazi iyo ico gihe kiri muri vya bihe abwirizwa kumara kugira ngo atere imbere.

#### Ingingo ya 19.

Umushahara w'ipete nshasha ntibawutangira igihe yamaze atakora.

### IGIHIMBA CA 4. Akazi n'ibizira.

#### Ingingo ya 20.

Ba ofisiye bategerezwa :

a) Kwama barikanuye uko bashobora kwose ngo ntihaire n'akamanyu k'intara kava ku Burundi.

b) Kwama barikamuye uko bashobora kwose ngo hame umutekano n'amahoro

c) Gukora bo nyene kandi nk'uwikorera akazi kabo, gukora ivyo bategetswe n'abakuru babo kiretse iyo biteye kubiri n'ukwisonera kw'abasirikare kandi bagafashanya iyo vyotuma akazi kagenda neza

d) Kwisonera no gusonera abakuru, abo bingana, abo baruta n'abantu bose

e) Kwirinda mu kubaho kwiwe no mu kazi, ico tuma igihugu kitabizera canke cotuma bagaya akazi kabo.

a) pour toute sa durée, toute période de non-activité pour motifs de convenance personnelle, pour des infractions établies et pour des condamnations à une peine non disciplinaire privative de liberté, et pour absence irrégulière ;

b) pour la moitié de la durée, toute période de non-activité pour cause de maladie ou d'infirmité intentionnellement provoquée ;

c) pour tout ou partie de la durée, toute période de non-activité pour raison de captivité, sur décision de la commission spéciale créée par le Roi.

#### Art. 13.

L'Officier qui a réussi les épreuves prévues à l'article 8 peut néanmoins être dépassé à l'avancement si sa manière de servir n'est pas jugée satisfaisante lors du signalement préalable à la promotion.

#### Art. 14.

Aucun avis défavorable à la promotion ne peut être transmis au Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale sans que l'Officier ait pu faire valoir ses justifications.

#### Art. 15.

La candidature à la promotion de l'Officier dépassé peut être réexaminée ; elle doit l'être dans les 12 mois à dater du premier examen qui en a été fait, et une dernière fois dans le courant de la troisième année.

#### Art. 16.

L'Officier qui n'a pas été promu après ce dernier examen ne participe plus à l'avancement.

#### Art. 17.

Aucune promotion prenant cours pendant une période de non-activité ne peut être accordée.

#### Art. 18.

L'Officier peut cependant être promu avec effet rétroagissant à une date située au cours d'une période de non-activité s'il a repris du service et pour autant que cette période de non-activité entre au moins partiellement dans le calcul de son ancienneté.

#### Art. 19.

Le traitement afférent au nouveau grade n'est pas dû en ce cas pour la période passée hors d'activité.

### TITRE 4.

#### Devoirs et incompatibilités.

#### Art. 20.

Les Officiers ont pour devoir :

a) de veiller dans la limite de leur compétence à la sauvegarde de l'intégrité territoriale du Burundi ;

b) de veiller dans la limite de leur compétence à l'ordre et à la paix publics ;

c) d'accomplir personnellement et consciencieusement leur tâche, d'exécuter les ordres de leurs supérieurs sauf ceux qui seraient incompatibles avec l'honneur militaire et de s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service ;

d) d'être dignes et de faire preuve tant dans leurs rapports avec leurs supérieurs, leurs égaux et leurs inférieurs, que dans leurs rapports avec le public, de la plus grande politesse ;

e) d'éviter, dans leur vie privée comme dans le service, tout ce qui pourrait ébranler la confiance du public ou compromettre l'honneur et la dignité de leur fonction ;

f) Kwama barikanuye kugira ngo umugore wabo, abana canke ukora mu kibanza cabo ntagire ikintu akora gishobora kubabuzza kurangura neza akazi kabo canke kitashobora kubangikana nabo.

g) Aho ubukuru bwabo bugera, kubuza canke gutuma babuza abiyandagaza, abagira urwangara canke abarenga amabwirizwa n'amategeko babona igihe bariko barakora canke igihe batariko barakora.

Ingingo ya 21.

Kirazira ko ba ofisiye :

a) bagira ibikorwa biteye kubiri n'Ishimikiro ry'amateka, amabwirizwa, imico y'igihugu, abakuru bashinzwe, vyotera umudugraro mu gihugu canke vyotuma igihugu kigabanuka.

b) kwita mu bariko baragira ivyo bikorwa duhejeje kuvu-ga.

c) kwanka gukora canke kwishira hamwe n'abashaka kwanka gukora.

d) gusaba canke kwemera we nyene canke abicishije kuwundi, n'iyi hoba atari mu kazi kabo mugabo kukubera ivyarivyo vyose.

e) kuyerera canke gusaba ukuvugira ngo ushobore kuro-nka umushahara wa nkunzi.

f) gukora akandi kazi atari ako bihebeye.

g) kwemera indungiko, n'abo ataho ayihemberwa, mu bi-ntu vy'abantu basanzwe bibazanira inyungu.

h) kwemera indungiko mu vyerekeye politike.

i) kuvuga ibintu bazi kubera akazi kabo vyoba bimeze nk'amabanga canke birushije, kukubera uko bimeze canke kukubera amategeko y'abakuru uko bakurikirana. Ivyo bira-ba kandi ba ofisiye n'iyi akazi kabo kaba karaheze.

IGIHIMBA CA 5.

*Ibhembo n'ishumbushango.*

Ingingo ya 22.

Ku pete yose ya Ofisiye bashirako umushahara w'itangu-rilo n'uwiherezo.

Ukwongeza umushahara bigirwa mu kwongerezako ama-faranga bashatse uko imyaka ibiri iheze, bayaharura kuva ku musi baherewe ko ipete.

Ingingo ya 23.

Umushikirangoma agwanira igihugu aragenda igitigiri c'i-mishahara n'inyongezo, umushahara mukuru bashize ku pete iri hejuru umushahara mukuru bashize ku pete ntushobora na rimwe kuruta umushahara mukuru bashize ku pete ziri hejuru yayo.

Igitigiri gikuru cerekeye ipete ntigishobora kurenga igiti-giri gikuru cerekeye ipeti ntoyi.

Ingingo ya 24.

Ugutezwa imbere mu pete bigendana n'uguhabwa umusha-hara muto w'iyi pete, iyo ari ibikenewe barongereza ama-franga akwiye kugira ngo ofisiye aronke umushahara ungana n'uwo yahorana mu pete ivuyemwo.

f) de veiller à ce que leur épouse, leurs descendants ou toute personne agissant à leur place, n'exerce pas une occu-pation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de leur fonction, ou qui ne se concilierait pas avec celle-ci ;

g) dans les limites de leur compétence, de réprimer ou de provoquer la répression des abus, des négligences ou des in-fractions aux lois et règlements qu'ils seraient amenés à con-stater dans et dehors de l'exercice de leurs fonctions.

Art. 21.

Il est interdit aux Officiers :

a) de se livrer à des activités en opposition avec la con-stitution, les lois, les institutions ou les autorités établies ou portant atteinte à la sécurité du pays ou à l'intégrité du Ter-ritoire ;

b) de participer à des mouvements qui se livreraient à de telles activités ;

c) de se mettre en grève ou de prendre part à des actions visant à provoquer une grève ;

d) de demander ou d'accepter directement ou par intermé-diaire, même en dehors de l'exercice de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des avantages quelconques ;

e) d'accueillir ou de solliciter des recommandations ten-dant à obtenir l'application d'un traitement de faveur ;

f) d'exercer une occupation en dehors de leurs activités professionnelles ;

g) d'accepter un mandat, même non rétribué, dans des af-faires privées à but lucratif ;

h) d'accepter un mandat politique ;

i) de révéler des faits dont ils auraient connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un degré de sécuri-té confidentiel ou davantage, de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques.

Ceci s'applique aux Officiers même après la cessation de leurs fonctions.

TITRE 5.

*Traitement et indemnités.*

Art. 22.

A chaque grade d'Officier est attaché un minimum et ma-ximum de traitement.

L'avancement de traitement se réalise par l'octroi d'aug-mentations biennales forfaitaires, à compter de la date de no-mination dans le grade déterminé.

Art. 23.

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale fixe les barè-mes des traitements et les augmentations.

Le maximum de traitement attaché à un grade est indé-pendant du minimum de traitement attaché aux grades plus élevés.

Le maximum de traitement attaché à un grade ne peut ja-mais être supérieur au maximum de traitement attaché aux grades qui dans la hiérarchie se situent à un niveau plus é-levé.

Art. 24.

Toute promotion à un grade donné entraîne l'octroi du traitement minimum dans ce grade, éventuellement augmenté du nombre de biennales nécessaires pour que l'Officier per-çoive un traitement au moins égal à celui qu'il percevait en dernier lieu dans le grade délaissé.

## Ingingo ya 25.

Turetse umushahara wa ba ofisiye bahabwa kandi amafuranga y'umuryango, agashiraburwa n'indishi z'ubwoko bwishi zateguwe n'amategeko.

## IGIHIMBA CA 6.

## Umwuga.

## Ingingo ya 26.

Ba ofisiye barashobora gukora mu nteko z'igihugu gushika aho bazoruhukirizwa.

## Ingingo ya 27.

Imyaka ba ofisiye baba bamaze kuva bavutse kugira ngo baruhutswe ku kazi ikwirakirana gurtya :

Koloneli : Imyaka 50

Suliyetena Koloneli : imyaka 49.

Majori : Imyaka 49.

Ofisiye bo hasi : Imyaka 45.

## Ingingo ya 28.

Ofisiye igihe cose akiri mu mwuga wiwe yitwa uriko arakora.

Ariko arashobora kubuzwa gukora n'umushikirangoma arwanira igihugu kugira ngo akazi kamere neza, ari uko arwaye canke ubumuga, ari ukubera impamvu z'umuntu atirirwe aravugaga, ari ukubera amakosa babonye, canke ari ukubera ko bamushize mu munyororo.

Ofisiye yahagaritswe ku kazi n'Umushikirangoma arwanira igihugu ashobora kuja kutakambira Umwami ngo abisubiremu.

## Ingingo ya 29.

Iyo ofisiye akiri mu kazi arakora vy'ukuri kandi agahembwa umushahara wiwe wose, kiretse iyo yakoze nabi bakamuhambisha igihano co kugabanya umushahara wiwe.

## Ingingo ya 30.

Barabwa nk'abatari mu kazi :

a) ba ofisiye baretse gukora ata mpamvu y'ukuri,

b) ba ofisiye bahawe igihano, atari icyo mu mategeko yabo, kibabuzwa kugira uko bashakira igihe bakiri muri icyo gihano.

## Ingingo ya 31

Iyo ofisiye atakora ; ari ukugira ngo akazi kagende neza ari ukubera indwara canke ubumuga atakwegewe ibigirankana we nyene, ari ukubera ko ari mu munyororo, ari ukubera izindi mpamvu zitavuye kuri we, aronka umushahara wose canke ugabaniye, igitigiri cawo kigenwe n'Umushikirangoma arwanira igihugu.

## Ingingo ya 32.

Iyo ofisiye atakora, ari ukubera impamvu ziwe yishakiye, ari ukubera amategeko yarenze, ari ukubera indwara canke ubumuga yizaniye, nta mushahara aronka.

## Ingingo ya 33.

Uguhindura ba ofisiye bigirwa n'ugushaka kw'abakuru b'abasirikare uko bakwirakirana mu bukuru.

## Ingingo ya 34.

Ofisiye wese abisavye abakuru biwe arashobora kuhindurwa iyo akazi kadashobora kwononekana.

## Art. 25.

Outre le traitement, les Officiers bénéficient des allocations, primes et indemnités diverses prévues réglementairement.

## TITRE 6.

## Carrière.

## Art. 26.

Les Officiers peuvent servir dans l'Armée Nationale jusqu'à l'âge de la pension.

## Art. 27.

La limite d'âge des Officiers pour cessation définitive des services effectifs est fixée comme suit :

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| Colonel               | 50 ans  |
| Lieutenant-Colonel    | 49 ans  |
| Major                 | 49 ans  |
| Officiers subalternes | 45 ans. |

## Art. 28.

L'Officier est normalement, au cours de sa carrière, en activité de service.

Il peut néanmoins être mis en non-activité par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale, soit dans l'intérêt du service, soit pour cause de maladie ou d'infirmité, soit pour des motifs de convenance personnelle, soit en raison d'infractions établies, soit pour raison de captivité.

La décision du Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale de mettre un officier en non-activité peut faire l'objet d'un recours auprès du Roi.

## Art. 29.

Quand l'Officier est en activité de service, il preste effectivement ses services et a de ce fait droit au traitement plein, sauf s'il a fait l'objet d'une peine disciplinaire entraînant réduction du traitement.

## Art. 30.

Sont considérés de plein droit comme en non-activité :

- les Officiers dont l'absence a été reconnue irrégulière ;
- les Officiers condamnés à une peine non disciplinaire privative de liberté, pendant qu'ils subissent cette peine.

## Art. 31.

Quand l'Officier est en position de non-activité soit dans l'intérêt du service, soit pour cause de maladie ou d'infirmité non intentionnellement provoquée, soit pour raison de captivité, soit pour d'autres raisons indépendantes de son fait, il bénéficie d'un traitement plein ou réduit, dont le montant est déterminé par arrêté du Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

## Art. 32.

Quand l'Officier est en position de non-activité soit pour des motifs de convenance personnelle, soit en raison d'infractions établies, soit pour cause de maladie ou d'infirmités intentionnellement provoquées, il ne bénéficie d'aucun traitement.

## Art. 33.

La mutation des Officiers se fait d'office sur décision des chefs hiérarchiques compétents.

## Art. 34.

Tout Officier qui en fait la demande à ses chefs hiérarchiques peut obtenir une mutation pour autant que les nécessités du service le permettent.

Ingingo ya 35.

Iyo bibaye ngombwa kugira ngo bahindure ukuringaniza inteko z'igihugu ba ofisiye bagahindagurwa, Intwazangabo y'inteko irahindura ababikwiye.

**IGIHIMBA C'INDWI.**

*Uguhambwa amanota.*

Ingingo ya 36.

Ba ofisiye barahabwa amanota ; bayatanga uko amez' atandatu aheze. Akamaro kayo n'ukumenyesha Intwazangabo abahizi, abahinga, n'ingene ofisiye akora.

A manota n'iyi atuma batera imbere.

Bazotanga amanota bakwirikije amategeko yatanze n'Umushikirangoma arwanira igihugu.

**IGIHIMBA C'UMUNANI.**

*Ibihano.*

Ingingo ya 37.

Umwami niwe akena ibihano bizohabwa ba ofisiye.

Ivyo bihano ntibishobora kuba ivyo umunyororo urenga imisi 15.

**IGIHIMBA C'ICENDA.**

*Ibiruhuko.*

Ingingo ya 38.

Ba ofisiye bose babwirizwa kubona buri umwaka ikiruhuko c'imisi 30, 15 muri yo bayifatira icarimwe. Ikiruhuko c'imisi 15 giharurwa uko imisi ikurikirana.

Turetse icyo kiruhuko barafise kandi ibindi biruhuko vy'imboneka rimwe.

Ingingo ya 39.

Ibiruhuko vy'imboneka rimwe rimwe n'ibi :

Ukurongora kwa ofisiye imisi 4.

Ukuvyara k'umugore wiwe imisi 4.

Umugore apfuye canke Umuvyeyi imisi 4.

Mwenebabo apfuye canke Umuvyeyi imisi 4.

Ukurongora canke ukurongorwa k'umwana wiwe imisi 2.

**IGIHIMBA CA CUMI.**

*Inzu.*

Ingingo ya 40.

Iyo bishoboka ba ofisiye barahabwa inzu yo kubamwo bo nyene n'umugenzi wabo n'abana babo. Inzu zahawe ba ofisiye ntizishobora gucururizwamwo canke guhinguriramwo ibintu n'abo mu muryango wabo.

Ingingo ya 41.

Baraba indishi y'inzu ofisiye ataba mu nzu ya Leta. Iyo ndishi itangwa bakurikije uburyo bagira abakozi ba Leta.

**IGIHIMBA CA CUMI NA RIMWE.**

*Ukurekurwa akazi.*

Ingingo ya 42.

Ibituma baheba akazi rwose :

a) Ukuruhutswa ku kazi kubera imyaka y'amavuko.

Art. 35.

Lorsqu'une modification dans l'organisation de l'Armée Nationale impose une nouvelle répartition des Officiers, le Commandant de l'Armée Nationale ordonne les mutations nécessaires.

**TITRE 7.**

*Signalement.*

Art. 36.

Les Officiers font l'Objet d'un signalement ; celui-ci est établi semestriellement. Il a pour but d'éclairer le commandement sur le mérite, les aptitudes et la manière de servir de l'Officier.

Le signalement constitue un des éléments essentiels de la détermination des titres à l'avancement.

Le signalement sera établi conformément aux mesures d'exécution arrêtées par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

**TITRE 8.**

*Régime disciplinaire.*

Art. 37.

Un arrêté royal fixe le régime disciplinaire des Officiers. Ce régime ne peut comporter des peines privatives de liberté supérieures à 15 jours.

**TITRE 9.**

*Congés.*

Art. 38.

Les Officiers de tout grade ont droit annuellement à un congé de 30 jours dont 15 à prendre en une seule fois. Le congé de 15 jours se calcule de date à date. Outre ce congé ils ont droit à des congés de circonstances.

Art. 39.

Les congés de circonstances comprennent :

|                                                                          |         |
|--------------------------------------------------------------------------|---------|
| Mariage de l'Officier : .....                                            | 4 jours |
| Accouchement de l'épouse : .....                                         | 4 jours |
| Décès du conjoint, d'un parent ou allié au 1 <sup>er</sup> degré : ..... | 4 jours |
| Mariage d'un enfant : .....                                              | 2 jours |

**TITRE 10.**

*Logement.*

Les Officiers ont à leur disposition, dans la mesure du possible, une habitation pour eux-mêmes ainsi que pour leur épouse et leurs enfants.

Les logements mis à la disposition des Officiers ne peuvent servir à un membre quelconque de leur famille comme siège d'une activité commerciale ni comme établissement pour l'exercice d'un métier.

Art. 41.

Une indemnité de logement est attribuée à l'Officier qui ne dispose pas de logement.

Cette indemnité est attribuée dans les mêmes conditions que celles prévues pour les agents de l'administration.

**TITRE 11.**

*Cessation des services.*

Art. 42.

Entraînent la cessation définitive des fonctions :

a) la mise à la retraite par limite d'âge ;

- b) Kubera amagara make ku kazi bitewe n'indwara canke ubumuga bikomeye kandi vyamaho.
- c) Ugutanga imihoho kandi bikemerwa.
- d) Ukwirukanwa.

Ingingo ya 43.

Ukuruhutsa ku kazi bigirwa n'Umushikirangoma arwanira igihugu.

Ukutagira amagara akwiye bisuzumwa n'intumwa z'abaganga bakurikije amategeko yashinzwe n'itegeko ry'Umwami.

Ingingo ya 44.

Ugukurwa ku kazi babimenyesha mu rwandiko, biba ivy'ukuri iyo vyemewe n'Umushikirangoma arwanira igihugu.

Na we ntashobora kuvyanka kiretse iyo abona ko akazi katomera neza.

Ingingo ya 45.

Ukwirukanwa ku kazi bigirwa n'Umwami bisabwe n'abakuru uko bakurikirana ba ofisiye mugabo bafise impamvu z'ukuri.

Abakuru bene kubisaba barabimenyesha uwobiraba kugira ngo nawe yiburanire.

Ingingo ya 46.

Batakuyeho ibindi bihano, ivyirukanisha ofisiye ata kundi kundi n'ibi :

- a) Ugukurwa kw'izina ry'invukira.
- b) Igihano c'umunyororo w'amezi atandatu batamuretse ngo yigire uko ashaka.
- c) Gucibwa ibihano vyinshi bitashikira amezi atandatu a-liko babitanije bikashikira umwaka.
- d) Ugukurwako urufasoni mu vy'ubusoda canke ukurikwa ipete bavuzwe n'urubanza ;
- e) Ugusambura indagano vyavuzwe mu ngingo ya 3.

Ingingo ya 47.

Ugukurwa ku kazi, kubera amakosa akomeye atashobora kukorwa na ofisiye cane cane ukwerekana icese icyumviro c'ukwanka Umwami, amategeko yitangiro ya Leta, ukwidge-mvya vyashizweko n'Ishimikiro ry'amateka, bishingwa n'Umwami abanje guhanuza inama ibaririkiza

Iyo nama irihweza amakosa yasuzumye neza irahweza ikavuga ko ikosa rihambaye.

Inama ibaririkiza itorwa n'Umushikirangoma arwanira igihugu igizwe na ofisiye w'ipete iri hejuru, umukuru na ba ofisiye babiri barimwo. Abo ba ofisiye babiri baba bamaze mu busirikare igihe kingana n'ico uwakoze ikibi.

Ingingo ya 38.

Ofisiye yemewe kuvamwo arashobora gusubira mu nteko z'igihugu akagumana ipete yarafise igihe yavamwo, abisavye Umushikirangoma arwanira igihugu kandi akavyemera.

Ingingo ya 49.

Ofisiye avuye mu busirikare bw'igihugu aca aba umuntu asanzwe. Ofisiye asubije mubasanze kubera ko yashikije imyaka y'amavuka itegerezwa, canke yivanyemwo we nyene ashobora kwitwa ofisiye w'intega bizoza. Ba ofisiye b'intega-bizoza bakurikiza amategeko ari ukwayo.

- b) l'inaptitude physique au service pour cause de maladies ou d'infirmités graves et permanentes ;
- c) la démission offerte et acceptée ;
- d) la révocation.

Art. 43.

La mise à la retraite est constatée par décision du Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

L'inaptitude physique est constatée par une commission médicale suivant les règles fixées par arrêté royal.

Art. 44.

La démission doit être donnée par écrit ; elle n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale.

Celui-ci ne peut la refuser que lorsqu'il estime qu'elle est incompatible avec l'intérêt du service.

Art. 45.

La révocation est décidée par le Roi sur proposition motivée des chefs hiérarchiques de l'Officier intéressé.

La proposition des chefs hiérarchiques est communiquée à l'intéressé qui peut introduire un mémoire justificatif.

Art. 46.

Sans préjudice des dispositions pénales, entraînent de plein droit la révocation de l'Officier :

- a) la perte de la nationalité ;
- b) la condamnation sans sursis à une peine de servitude pénale d'au moins six mois ;
- c) la condamnation à plusieurs peines de moins de six mois mais dont le total atteint au moins un an ;
- d) la dégradation militaire ou le trait du grade prononcé par un jugement ;
- e) la rupture de l'engagement dont question à l'article 3.

Art. 47.

La révocation pour faits graves incompatibles avec l'état d'Officier et notamment la manifestation publique d'une opinion hostile au Roi, aux institutions fondamentales de l'Etat ou aux libertés garanties par la constitution, est décidée par le Roi après consultation d'un conseil d'enquête.

Ce conseil apprécie si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité.

Le conseil d'enquête qui est désigné par le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale est composé d'un officier supérieur, président, et de deux officiers membres.

Ces deux officiers sont d'une ancienneté au moins égale à celle du délinquant.

Art. 48.

L'Officier qui a obtenu sa démission peut être réintégré dans les cadres de l'Armée Nationale, avec le grade dont il était revêtu au moment de sa démission, sur demande adressée au Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale et agréée par celui-ci.

Art. 49.

L'Officier qui quitte les cadres de l'Armée Nationale est rendu à la vie civile.

L'Officier rendu à la vie civile du fait qu'il a atteint la limite d'âge ou qu'il a donné sa démission peut être nommé Officier de réserve.

Les Officiers de réserve sont régis par un statut spécial.

## Ingingo ya 50.

Ba ofisiye barashobora gushirwa mu kindi kibanza ngo bahakore akazi kakorwa n'ufise ipete ingana n'iyi bari bafise mu busirikare. Igihe bamuhinduye ofisiye arashobora gutanga imihoho bikemerwa.

## IGIHIMBA CA 12.

*Impera y'abasaziye mu kazi.*

## Ingingo ya 51.

Uko igiciro ca pansiyi kingana n'ingene bazozitanga bitangira n'amategako ari ukwayo.

## IGIHIMBA CA 13.

*Ukuvurwa.*

## Ingingo ya 52.

Ba ofisiye bavurirwa ubusa na Leta, imiti bo nyene, umugore wabo n'abana babo na nyene bavurirwa ubusa.

## IGIHIMBA CA 14.

*Ingingo z'imfata kibanza.*

## Ingingo ya 53.

Mu bihita gusa kandi gushika kw'italiki izogengwa n'itegeko ry'Umwami, Umushikiarungoma arwanira igihugu arashobora gukura bimwe bimwe :

- a) mu vyerekeye imyaka kugira ngo babe ofisiye.
- b) mu vyerekeye amashuri yizwe kugira ngo babe ofisiye.
- c) mu vyerekeye imyaka bamaze mu petero kugira ngo batanzwe imbere.

## Ingingo ya 54.

Abashakira kwigira mu busirikare badafise ibikwiye vyose mu vyerekeye ivyigwa vyashinzwe mu ingingo ya 3 kandi mu bihita bakaba bagizwe ba ofisiye baguma murayo mapantano gushika aho azoherera.

Iyo batakoze neza Umushikiarungoma arwanira igihugu arashobora kubashiriza mu basanzwe canke akabongera igihe co gushirira kugeragezwa.

## Ingingo ya 55.

Ingingo zose ziri tegeko 26 zirashobora gukurikizwa ku ba ofisiye bose bakora ku masezerano (contrat).

Ritangiwe i Bujumbura, ku wa 17 Ruhuhuma 1964.

Kubw'Umuami

Umushikiarungoma arwanira igihugu.

INTWAZANGABO,

MWAMBUTSA IV.

MICOMBERO M.

## Art. 50.

Les Officiers peuvent être transférés dans les cadres d'un autre département pour y exercer des fonctions d'un rang correspondant au moins au grade qu'ils avaient acquis dans l'Armée Nationale.

A l'occasion de cette mutation l'Officier peut donner sa démission qui sera toujours acceptée.

## TITRE 12.

*Pension.*

## Art. 51.

Le taux des pensions ainsi que leurs modalités d'octroi sont déterminés par des dispositions légales particulières.

## TITRE 13.

*Soins de santé.*

## Art. 52.

Les Officiers bénéficient de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques pour eux-mêmes, leur épouse et leurs enfants.

## TITRE 14.

*Dispositions transitoires.*

## Art. 53.

A titre transitoire et jusqu'à une date à déterminer par arrêté royal, le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale peut accorder des dispenses particulières :

- a) aux conditions d'âge pour devenir Officier ;
- b) aux conditions d'études pour devenir Officier ;
- c) aux conditions d'ancienneté pour être promu.

## Art. 54.

Les candidats ne répondant pas aux conditions d'études fixées par l'article 3 et qui par mesure transitoire auraient été nommés officiers restent sous le régime contractuel jusqu'à expiration du contrat en cours.

Les Officiers cotés favorablement peuvent être admis sous statut à l'issue de cette période.

Si leur manière de service laisse à désirer, le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale peut soit les rendre à la vie civile soit leur accorder une nouvelle période probatoire.

## Art. 55.

Tous les articles du présent arrêté sont applicables aux officiers servant sous le régime contractuel sauf l'article 26.

Donné à Bujumbura, le 17 février 1963.

Par le Roi

Le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale

Capitaine.

**Arrêté ministériel n° 090/386 du 28 février 1964 complétant l'arrêté ministériel n° 090/6 du 20 octobre 1962 portant mesures d'exécution du Statut des Fonctionnaires de l'Administration du Pays en matière disciplinaire.**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution du Royaume du Burundi ;

Vu la loi du 29 juin 1962 portant application au Royaume

du Burundi des actes législatifs et réglementaires édictés par l'autorité tutélaire ;

Vu l'ordonnance n° 07/1/77 du 8 mars 1961 fixant les principes généraux de la Fonction Publique au Burundi ;

Vu l'ordonnance n° 07/1/78 du 8 mars 1961 portant statut des fonctionnaires de l'Administration du pays du Burundi, spécialement en son annexe, articles 40 à 44 ;

Vu l'ordonnance législative n° B/111/90 du 30 mai 1962 maintenant en vigueur les deux précédentes ordonnances ;

Revu l'arrêté ministériel n° 090/6 du 20 octobre 1962 portant mesures d'exécution du statut des fonctionnaires de l'administration du pays en matière disciplinaire ;

Arrête :

Art. 1.

Le premier alinéa de l'article 8 de l'arrêté ministériel n° 090/6 du 20 octobre 1962 est complété par la disposition suivante :

« Le fonctionnaire placé en détention préventive pourra

être mis en disponibilité d'office si les faits allégués à sa charge ont provoqué un préjudice au Gouvernement ou un préjudice à un tiers à raison duquel le Gouvernement pourrait être déclaré civilement responsable ».

Art. 2.

Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa signature.

Fait à Bujumbura, le 28 février 1964,

BUBIRIZA Pascal.

**Arrêté ministériel n° 030/433 du 20 avril 1964 prorogeant certains délais prévus à l'arrêté ministériel n° 030/432 du 14 avril portant mesures transitoires en matière monétaire.**

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution du Royaume du Burundi ;

Vu la loi du 9 avril 1964 portant création de la Banque du Burundi ;

Revu l'arrêté ministériel n° 030/432 du 14 avril 1964 portant mesures transitoires en matière monétaire ;

Arrête :

Art. 1.

Le délai prévu à l'article 3 de l'arrêté ministériel n° 030/432 du 14 avril 1964 pour le remplacement des billets de 100, 500 et 1.000 francs par des billets identifiés est prorogé jusqu'au samedi 25 avril 1964 inclus, tant à Bujumbura qu'à l'intérieur du pays.

Art. 2.

Le délai prévu à l'article 4 de l'arrêté ministériel précité est prorogé jusqu'au 25 avril 1964, et, en conséquence, également pour les comptes bancaires qui du 22 avril 1964 au 25 avril 1964 auront été crédités par le dépôt au guichet de billets non-identifiés de 100, 500 et 1.000 francs ; la taxe sur les opérations bancaires sera prise en charge par le Trésor, à concurrence de 3 pour mille de ces dépôts.

Art. 3.

La date à partir de laquelle les billets de 100, 500 et 1.000 francs non-identifiés comme faisant partie de la circulation monétaire du Burundi n'auront plus force libératoire dans l'étendue du Royaume, date qui était fixée au 22 avril 1964 par l'article 9 de l'arrêté ministériel précité, est reportée au 25 avril 1964.

Art. 4.

Le présent arrêté entre en vigueur le 20 avril 1964.

Fait à Bujumbura, le 20 avril 1964.

Le Ministre de l'Economie et des Finances.

NSENGIYUMVA Remy.

**Itegeko nshikirangoma n° 030/440 ryo ku wa 25 ndamukiza 1964 rishinga ukugene ibwirizwa ryo ku wa 17 ruhuma 1964 ryerekeye ikori ry'umutwe rizokwirikizaga (Texte français paru au B.O.B. n° 5/64, page 318).**

Umushikirangoma w'ubutunzi n'amafranga.

Aravye Ishimikiro ry'amateka y'Ingoma y'i Burundi ; cane cane mu ngingo zaryo kuva ku ya 99 gushika ku y'102;

Yihweje ibwirizwa ryo ku wa 17 Ruhuma 1964 ryerekeye ikori ry'umutwe cane cane mu ngingo zaryo za 12, 13, 15, 18 n'ya 22;

Asubiye kwihweza itegeko nshikirangoma n° 030/190 ryo ku wa 14 Ntwarante 1963 rishinga ukugene bazokwirikiza ibwirizwa ryo ku wa 23 Nzero 1963 ryerekeye ikori ry'umutwe;

Ategetse :

Ingingo ya 1.

Mu gukwirikiza ingingo ya 12 y'ibwirizwa ryo ku wa 17 Ruhuma 1964, uruhusha rwo kudatanga ikori ry'umutwe, rurabirwa ku rupapuro rwanditseko umwaka urwo ruhusha rwatangiyeko.

Urwo rupapuro rutegerezwa kwandikwa mu turorero tubiri kandi bakarabira mu gatabu kameze nka mu gashyamba n° 22/53 kaje gafatanije kuri iri tegeko (annexe 1).

Ingingo ya 2.

Mu gukwirikiza ingingo ya 13 y'ibwirizwa duhejeje kuvuga, amafranga y'ikori yatowe ahaturwa bakwirikije amategekoko yashinzwe n'ikete nshikirangoma n° 34.V.C./795 ryo kuwa 12 Kigarama 1962.

Ingingo ya 3.

Urupapuro rwemeza ko ikori ryatanzwe nk'uko bivugwa mu ngingo ya 15 n'ikete risa n'iroza, n'umuhondo canke n'umuyugubwe bikava mu bwoko bw'ikori ryatanzwe kandi bakwirikije modele zafatanijwe n'iri tegeko (annexes 2, 3, 4.).

Impapuro zemeza ko ikori ryatanzwe hamwe n'ibindi bitabu n'amafishi yose bitangwa n'ibiro bikuru vy'amakori iyo bisabwe na Comptable w'Arondisema canke n'uwundi mukuru wese wo muri Provinsi afitse urupapuro rwo kubirondera.

Umukozi yashinzwe kugenzura ivyashitse muri Komine ategerezwa kumenyeshwa ivyazanywe vyose.

Ingingo ya 4.

Urupapuro rwitegeko ry'igihano nk'uko vyavuzwe mu ngingo ya 19 y'ibwirizwa duhejeje kuvuga, umutozakori wa Komine arurungikira Guverneri wa Provinsi canke Komiseri w'Arondisema, uwo na we amaze gushinga icyumviro ciwe akarurungikira umukozi ategerezwa gukoresha ico gihano. akabicisha k'umutozakori.

Umukuru wese w'a Komine canke wa Provensi ndetse uwashinze ico gihano hamwe n'umutozakori, arashobora gushyingwa gukoresha ico gihano. Ni ko k'uko mu bamaze kuronka amapete hamwe n'abasoda bo Nteko z'Uburundi, hamwe n'abari mu bajandarume canke abapolisi ba Komine.

Impapuro I, II, III, IV zitegerezwa kurungikanwa n'itegeko ry'igihano. Uwo yashinze gukoresha ico gihano ategerezwa kwandika mu gitabu (registre) wo agiye guhana.

Urupapuro rw'itegeko ry'igihano rubikwa na nyene guhanwa, inyimu y'iryo tegeko ry'igihano isigara mu bibitswe na wa Mutozakori wa Komine.

Imbere y'ukurungikira urupapuro uwo nyene guhanisha, Umutozakori wa Komine abanza kwimura ibiri kuri nya rupapuro rwo kurungika bitari kuri urwo rupapuro rusigara.

Itegeko ry'igihano barikura muri registre N° 32/75 nk'uko biri muri modèle yafatanijwe n'iri tegeko (annexe 5).

Muri ico gihe, bahejeje gukoresha igihano nyene kugikoresha arungikira umutozakori, impapuro I na II amaze kwimura neza ibiri kuri II bitari kuri I.

Umutozakori wa Komine araheza agahoma nya rupapuro mu kibanza rwaziganirijwe.

Mu gihe igihano kikigirwa iyo umutorakori ashoboye kuritanga, umutozakori canke umusubirira aruzaza urupapuro rumukura mu gihano : urupapuro II agaheza akarurungikira nyene gukoresha nya gihano. Uwo na we agaheza akarekura nyene guhanwa, umutozakori wa Komine aruzaza neza urupapuro yasigaranye muri registre n° 32/75.

Iyo igihano kirangiye, nyene gushingwa kugikoresha araheza agahereza urupapuro II nyene guhanwa hanyuma akarungikira umutozakori wa Komine urupapuro IV.

Uno mutozakori nawe akaca ahoma runo rupapuro mu kibanza carwo muri n° 32/75.

Ingingo ya 5.

Mu gukwirikiza ingingo ya 22 y'ibwirizwa duhejeje kuvu-ga, modèle yemeza igihano igihe camaze, candikwa k'urupapuro III rw'itegeko ry'igihano, nk'uko vyanditswe mu rupapuro rwazananye n'iri tegeko.

Ingingo ya 6.

Itegeko nshikirangoma n° 030/3 ryo ku wa 18 Ntwarante 1963 rishinga ukugene ibwirizwa ryo ku wa 23 Nzero 1963 ryerekeye ikori ry'umutwe rikwirikizwa rirakuweho kiretse ivyerekeye ugutanga ikori mu mwaka w'1963.

Ingingo y'7.

Iri tegeko ritangura gukwirikizwa kuva ku mwaka w'ikori ry'i 1964.

Rigitirwe i Bujumbura ku wa 25 Ndamukiza 1964.

Umushikirangoma w'Ubutunzi n'amafranga  
NSENGIYUMVA Remy

ANNEXE I.

Y'ITEGEKO NSHIKIRANGOMA N° ..... RYO KU WA ..... (IKORI RY'UMUTWE)

Ibwirizwa ryo ku wa 17 Nzero 1964

INGOMA Y'I BURUNDI

Provinsi ..... N° .....

Komine ..... Code N° .....

CERTIFICAT Y'UKUTANGA IKORI

Bimenyeshewe Mwana ..... Umutozakori wa Komine .....

Kubera ingingo 10.1° na 2° n'ingingo ya 11,1° gushika kuri 6° z'ibwirizwa ryo ku wa 17 Nzero 1964, ugukurwa kw'ikori ry'umwaka w'196... i naka

kuremerewe naka ..... i Naka .....

..... ku wa ..... Guverneri wa Provinsi,

Mod. 32/53

ANNEXE II.

|                                                                 |                                                                               |                                                                               |                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Ikori ritangwa | INGOMA Y'I<br>BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Ikori ritangwa | INGOMA Y'I<br>BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Ikori ritangwa | INGOMA Y'I<br>BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Igitigiri c'ikori ritangwa |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|

(Annexe 3)

|                                                                                        |                                                                                        |                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| INGOMA Y'I BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Igitigiri gitangwa (1) frs | INGOMA Y'I BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Igitigiri gitangwa (1) frs | INGOMA Y'I BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Igitigiri gitangwa (1) frs |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|

(Annexe 3)

|                                                                                        |                                                                                           |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| INGOMA Y'I BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe, umwaka w'196...<br>Igitigiri cisangije gitangwa | INGOMA Y'I BURUNDI<br>Ikori ry'umutwe<br>Umwaka w'196...<br>Igitigiri cisangije gitangwa. |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|

(1) amafranga 1.020 y'ikori hamwe n'ivyitangiye.



## URUPAPURO I

## URUPAPURO IV

## URUPAPURO III

## URUPAPURO II

| INYEMEZO<br>Y'IGIHANO<br>(GIKORESHWA)                                   | IKURAHU<br>RY'IGIHANO                                                                             | INYEMEZO Y'IGIHA-<br>CAKOZWE                                                   | INYIMU Y'URUPAPU-<br>RO III RURUNGIKIWE<br>UMUTOZAKORI WA<br>KOMINE            |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| Uwo afise umukono aho<br>hepfo yemeje ko igihano<br>catangujwe N° ..... | Uwo afise umukono aho<br>hepfo, Umutozakori wa<br>Komine, arasavye ikuraho<br>ry'igihano N° ..... | Uwo afise umukono aho<br>hepfo, ari we yashinzwe<br>gukoresha igihano N° ..... | Uwo afise umukono aho<br>hepfo, ari we yashinzwe<br>gukoresha igihano N° ..... |
| .....<br>cari catangujwe ku wa ....                                     | .....<br>Catanzwe ku wa .....                                                                     | .....<br>cabawe .....                                                          | .....<br>catanzwe ku wa .....                                                  |
| .....<br>KIGAHABWA .....                                                | .....<br>Gihawe .....                                                                             | .....                                                                          | .....<br>Gihabwa .....                                                         |
| .....                                                                   | .....                                                                                             | .....<br>gitangwa ku wa .....                                                  | .....                                                                          |
| .....                                                                   | .....                                                                                             | .....                                                                          | .....                                                                          |
| .....                                                                   | Uwo mutorakori yatanze<br>ikori ry'umutwe ry'umwaka<br>w'196.                                     | .....                                                                          | .....                                                                          |
| Carakozwe kuva .....                                                    | Gitansi N° .....                                                                                  | Aremeje ko igihano kirangiye.<br>Mugabo uwo mutorakori<br>ntaratanga ikori.    | .....                                                                          |
| ..... gushika .....                                                     | .....                                                                                             | I .....                                                                        | .....                                                                          |
| .....                                                                   | .....                                                                                             | ..... ku wa .....                                                              | yemeje ko igihano kirangiye<br>ariko uwo mutorakori<br>ataratanga ikori.       |
| Umukozi yagikoresheje<br>Izina n'ico akora                              | .....                                                                                             | .....                                                                          | I .....                                                                        |
| .....                                                                   | .....                                                                                             | Uwashinzwe gukoresha<br>igihano.                                               | .....                                                                          |
| .....                                                                   | Ku wa .....                                                                                       | .....                                                                          | Ku wa .....                                                                    |
| .....                                                                   | .....                                                                                             | .....                                                                          | Uwashinzwe gukoresha<br>igihano.                                               |
| .....                                                                   | Umutorakori wa Komine                                                                             | .....                                                                          | .....                                                                          |

**Arrêté royal n° 001/472 du 18 juin 1964 modifiant  
l'arrêté royal n° 001/138 du 23 janvier 1963  
portant création de l'Institut Murundi d'Informa-  
tion et de Documentation.**

MWAMBUTSA IV,

Roi du Burundi,

A tous présents et à venir, Salut !

Vu la Constitution du Royaume du Burundi ;

Vu la loi du 29 juin 1962 portant application des actes législatifs et réglementaires édictés par l'autorité tutélaire ;

Vu le décret 28 décembre 1888 sur les Institutions ;

Revu l'arrêté royal n° 01/138 du 23 janvier 1963 portant création de l'Institut Murundi d'Information et de Documentation ;

Sur proposition de notre Premier Ministre ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1.

L'article 10 de l'arrêté royal n° 01/138 du 23 janvier 1963 portant création de l'Institut Murundi d'Information et de Documentation est modifié comme suit :

« Les fonctions des membres du Conseil d'Administration » prennent fin d'office par l'expiration de leur mandat, par » décès ou par démission ; par arrêté du Premier Ministre, » il peut être mis fin au mandat des membres nommés du » Conseil d'Administration avant l'expiration du terme de » trois ans ».

Art. 2.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.  
Donné à Bujumbura, le 18 juin 1964.

MWAMBUTSA IV,

Par le Roi,

Le Premier Ministre,  
NYAMOYA Albin.

**Arrêté ministériel n° 090/5 du 20 octobre 1962  
portant institution de la Chambre de recours  
pour le personnel des administrations du Royaume  
du Burundi.**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la Constitution du Royaume du Burundi ;

Vu la loi du Burundi du 29 juin 1962, sur le maintien en vigueur de la législation antérieure ;

Vu l'ordonnance législative n° 07/1/77 du 8 mars 1961 fixant les principes généraux de la Fonction Publique ;

Revu l'ordonnance n° 07/1/78 du 8 mars 1961 portant statut des fonctionnaires de l'administration du pays et des administrations provinciales, spécialement en son annexe, articles 45 et 47.

Arrête :

**Art. 1.**

L'article 45 de l'annexe à l'ordonnance n° 07/1/78 du 8 mars 1961 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1° Une Chambre de recours unique est instituée pour toute l'administration du pays et les administrations provinciales. La Chambre de recours dépend des services du Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions.

La Chambre de recours émet ses avis sur les recours introduits par les fonctionnaires au sujet :

— des rapports de stage lorsque ceux-ci concluent à la non-admission à titre définitif ;

— des propositions de signalement au cas où la proposition implique une diminution de l'appréciation générale du mérite ou la suppression d'une proposition d'avancement ou absence de proposition d'avancement si le fonctionnaire justifie de trois ans d'ancienneté dans son grade ;

— des propositions de peines disciplinaires autres que la réprimande et le blâme ;

— des promotions, si un fonctionnaire, remplissant toutes les conditions statutaires pour être promu, s'estime lésé par la promotion d'un collègue.

Elle se prononce également sur l'inaptitude professionnelle des fonctionnaires.

Le Ministre ayant la Fonction Publique dans ses attributions peut en outre soumettre à l'avis de la Chambre de recours tout problème particulier d'interprétation du statut ou de ses mesures d'exécution.

« 2° La Chambre de recours se compose d'un président, d'un vice-président et de deux membres assesses.

Le président et un des assesses représentent l'Administration, le vice-président et l'autre assesseur représentent le personnel.

Les assesses appartiennent à la même catégorie que le fonctionnaire dont ils examinent le cas.

Sauf cas de force majeure, les assesses appartiendront au même ministère que le fonctionnaire dont ils examinent le cas. Le président apprécie souverainement les cas de force majeure.

Le président peut récuser l'assesseur qui, à son avis, doit être considéré comme juge et partie.

Le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions désigne le fonctionnaire qui sera adjoind à la Chambre de recours en qualité de secrétaire. Le secrétaire n'a pas voix délibérative. Il est tenu de respecter le secret des délibéra-

tions auxquelles il assiste.

« 3° La Chambre de recours est compétente pour émettre un avis sur les recours introduits par tous les fonctionnaires de l'administration du pays et des provinces, ainsi que pour se prononcer sur l'inaptitude professionnelle des mêmes fonctionnaires.

« 4° La Chambre de recours émet ses avis à la majorité des voix. En cas de partage, les deux opinions sont reprises au procès-verbal de la réunion. Le président et les membres ne peuvent s'abstenir. La Chambre ne siège qu'au complet.

Le fonctionnaire, s'il est sur place ou moyennant déplacement s'il s'agit de révocation, de disponibilité par mesure disciplinaire ou d'inaptitude professionnelle, peut être entendu. S'il ne comparait pas en personne, il peut toujours se faire représenter par un tiers mandaté à cette fin.

Le fonctionnaire ou son mandataire ne peuvent assister aux délibérations.

« 5° La procédure d'introduction et d'examen des recours ainsi que la procédure de constatation de l'inaptitude professionnelle, sont fixées par le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions ».

**Art. 2.**

Le mode de désignation des membres de la Chambre de recours est déterminé comme suit :

Le président est désigné en Conseil des Ministres. Son mandat est permanent et a une durée de trois ans. Un suppléant peut être désigné suivant la même procédure.

L'assesseur représentant l'Administration est désigné par chaque Ministre pour son ministère. Le Ministre désigne au moins un assesseur par catégorie. Il peut désigner un ou plusieurs suppléants de manière à assurer le fonctionnement convenable de la Chambre de recours. Le mandat des assesses et de leurs suppléants éventuels est de trois ans.

Le vice-président et l'assesseur représentant le personnel sont agréés après consultation des membres du personnel. Leur mandat est de trois ans.

**Art. 3.**

La consultation des membres du personnel est organisée par le ministre ayant la fonction publique dans ses attributions. Elle est précédée d'un appel aux candidats.

Les noms des candidats, groupés par catégorie, sont renvoyés sur un bulletin de vote, et tout membre du personnel porte son choix sur un candidat de chaque catégorie.

Le candidat, ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans toutes les catégories et tous les cadres, est agréé comme vice-président.

Le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans sa catégorie et dans son ministère est agréé comme assesseur titulaire, sans préjudice aux règles d'agrément du vice-président. Le candidat qui le suit immédiatement peut être agréé comme assesseur suppléant.

L'agrément du vice-président se fait en Conseil des Ministres, celle des assesses par le Ministre intéressé.

**Art. 4.**

La Chambre de recours, dès qu'elle a été saisie, accuse réception et informe le fonctionnaire qui l'a saisie si elle s'estime compétente.

Si la Chambre s'estime incompétente, elle en fait connaître le motif et retourne à l'expéditeur le dossier qui lui a éventuellement été transmis.

## Art. 5.

L'article 47 de l'annexe à l'ordonnance n° 07/1/78 du 8 mars 1961, est remplacé par les dispositions suivantes :

L'inaptitude professionnelle des fonctionnaires pour causes morales et intellectuelles est constatée par la Chambre de recours.

Tout agent ayant obtenu deux fois de suite la cote « médiocre » doit comparaître devant la Chambre de recours.

La procédure de constat d'inaptitude professionnelle est déclenchée par l'autorité qui attribue le signalement définitif. Cette autorité saisit la Chambre de recours. Elle lui transmet, par la voie hiérarchique, le dossier constitué à charge du fonctionnaire intéressé. A l'occasion de cette transmission, les autorités supérieures joignent au dossier leurs avis et considérations.

La Chambre de recours peut en outre être saisie par toute autorité disposant du pouvoir disciplinaire, indépendamment du signalement annuel, à n'importe quel moment de la carrière du fonctionnaire, et suivant la même procédure.

Le cours de la procédure de constat d'inaptitude professionnelle ne peut être arrêté par une autorité hiérarchiquement supérieure à celle qui l'a déclenchée. Si après un délai d'un mois cette dernière autorité n'a pas reçu accusé de réception de la Chambre de recours, il lui est loisible de réintroduire sa demande sans, cette fois, devoir suivre la voie hiérarchique.

La décision de la Chambre de recours doit être acquise à la majorité des voix. Aucun membre ne peut s'abstenir. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante,

et l'avis de la minorité est acté au procès-verbal. Le procès-verbal est signé par tous les membres.

Les conclusions doivent être motivées et sont déterminantes.

La Chambre de recours transmet le dossier contenant ses conclusions motivées à l'autorité qui l'a saisie. Celle-ci le transmet à l'autorité compétente pour démettre l'agent s'il y a lieu.

Si l'agent en cause a été nommé par le Ministre, il est démis par le Ministre; s'il a été nommé par le Roi, il est mis en suspension d'activité par le Ministre intéressé, en attendant qu'il ait été statué par arrêté royal.

Toutes les pièces de la procédure sont signifiées à l'agent en cause.

## Art. 6.

Les membres de la Chambre de recours émettent leurs avis et prennent leurs décisions en toute indépendance. Aucune mesure administrative ne pourra jamais être prise à leur égard à l'occasion des opinions qu'ils ont défendues de bonne foi lors des réunions.

## Art. 7.

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature. Fait à Bujumbura, le 20 octobre 1962.

Le Ministre de l'Intérieur,  
NTIRUHWAMA Jean.

---

## B. — DIVERS

---

### Affaires Extérieures — Nominations.

- Par arrêté royal n° 001/125bis du 17 septembre 1962.  
M. KISUKURUME François a été nommé Secrétaire d'Ambassade de première classe, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 1962.
- Par arrêté royal n° 001/185 du 5 mars 1963,  
M. BARANYANKA Charles a été nommé Ministre Plénipotentiaire, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 1962.
- Par arrêté royal n° 001/186 du 5 mars 1963,  
M. BUBIRIZA Pascal a été nommé Ministre Plénipotentiaire, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 1962.

### Magistrature — Commissionnements.

- Par arrêté ministériel n° 100/183 du 1<sup>er</sup> avril 1963,  
M. BUTOYI Marcien a été commissionné en qualité de Substitut du Procureur du Roi au Parquet de Bujumbura, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 1963.
  - Par arrêté ministériel n° 100/277 du 26 août 1963,  
M. MATABURA André a été commissionné en qualité de Substitut du Procureur du Roi au Parquet de Bujumbura, avec effet au 8 août 1963.
  - Par arrêté ministériel n° 100/280 du 27 août 1963,  
M. NIZIGAMA Ignace a été commissionné en qualité de Substitut du Procureur du Roi au Parquet de Bujumbura, avec effet au 19 août 1963.
-